

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/W/343
20 mars 2002

(02-1449)

Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: anglais

EXAMEN DES LÉGISLATIONS

Réponses du Ghana aux questions posées par l'Australie, le Canada, les Communautés européennes et leurs États membres, le Japon, la Suisse et les États-Unis

Par des communications de sa Mission permanente datées des 7 et 15 mars 2002, le Ghana a fait parvenir au Secrétariat les réponses ci-après aux questions posées par l'Australie, le Canada, les Communautés européennes et leurs États membres, le Japon, la Suisse et les États-Unis, distribuées respectivement sous les cotes IP/C/W/328, 261, 274, 258, 263, 263/Add.3 et 268.

AUSTRALIE

A. BREVETS (Y COMPRIS LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES)

1. *Comment votre pays protège-t-il les obtentions végétales, ainsi que le prescrit l'article 27:3 b)? Si votre législation est fondée sur le système de l'UPOV, de quel Acte de l'UPOV s'inspire-t-elle? Les obtentions végétales peuvent-elles être protégées par un brevet dans votre pays?*

Au Ghana, les obtentions végétales vont être protégées par un système *sui generis*. À cet égard, un projet de Loi sur la protection des obtentions végétales va être prochainement soumis au Parlement. Le projet de Loi sur les obtentions végétales s'inspire de l'Acte de l'UPOV de 1978. Aucune nouvelle obtention végétale ne peut être protégée par un brevet.

CANADA

1. *Prière d'indiquer comment les obligations relatives aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle (articles 41 à 61 de l'Accord sur les ADPIC et en général) ont été exécutées.*

Les projets de Loi sur les divers aspects de la propriété intellectuelle ont été élaborés et vont être prochainement soumis au Parlement. Les dispositions contenues dans les projets de loi sont pleinement conformes aux obligations découlant de l'Accord sur les ADPIC, y compris les obligations relatives aux moyens de faire respecter les droits aux termes des articles 41 à 61.

2. *Quelle est la protection que votre législation sur le droit d'auteur confère aux "œuvres étrangères"?*

Le Ghana est actuellement Membre de la Convention de Berne, de la Convention universelle sur le droit d'auteur et de l'Accord sur les ADPIC. Au titre de ces conventions, le Ghana a pris des engagements réciproques pour étendre aux œuvres des citoyens des pays signataires de ces conventions la même protection que celle accordée aux œuvres des citoyens ghanéens. Cette obligation figure expressément à l'article 2 2) iii) de la Loi sur le droit d'auteur, Loi du Conseil provisoire de la défense nationale ("CPDN") n° 110 de 1985.

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ET LEURS ÉTATS MEMBRES

A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Pourriez-vous préciser si votre législation prévoit les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et la nutrition et pour promouvoir l'intérêt public dans des secteurs d'une importance vitale pour votre développement socioéconomique et technologique, mentionnées à l'article 8 de l'Accord sur les ADPIC? Dans l'affirmative, veuillez expliquer de quelle manière ces mesures sont compatibles avec les dispositions dudit accord.

Oui, la législation du Ghana prévoit les mesures nécessaires pour protéger l'intérêt public dans les secteurs d'une importance vitale pour le développement technologique du pays, mentionnées à l'article 8 de l'Accord sur les ADPIC.

Plus précisément, la Loi existante sur les brevets, Loi CPDN n° 305A, et les projets de Loi sur les brevets et sur les schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés comportent les dispositions suivantes:

- L'article 54 de la Loi sur les brevets, Loi CPDN n° 305 permet aux pouvoirs publics, dans l'intérêt public, d'exploiter une invention brevetée, ou au Ministre du secteur de désigner un tiers pour le faire sans l'autorisation du propriétaire du brevet, lequel reçoit alors une rémunération adéquate.
- L'article 54 n'est cependant pas compatible avec l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC qui prescrit certaines obligations à respecter pour utiliser l'objet d'un brevet sans l'autorisation du détenteur du droit.
- L'article 13 du projet de Loi sur les brevets, toutefois, prévoit les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et la nutrition et également pour promouvoir l'intérêt public dans des secteurs d'une importance vitale pour le développement socio-économique et technologique du pays, mentionnées à l'article 8 de l'Accord sur les ADPIC.
- Les mesures figurant à l'article 13 du projet de Loi sur les brevets sont compatibles avec l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC qui prescrit certaines obligations à respecter pour utiliser l'objet d'un brevet sans l'autorisation du détenteur du droit.
- L'article 31 prescrit également que l'autorisation de l'utilisation des inventions brevetées sans l'autorisation du détenteur du droit pourra faire l'objet d'une révision judiciaire.
- L'article 13 9) du projet de Loi sur les brevets permet à toute personne lésée par la décision du Ministre, de faire appel auprès des tribunaux.

- L'article 16 du projet de Loi sur les schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés comporte aussi des dispositions relatives à l'exploitation par un organisme gouvernemental ou un tiers, pour promouvoir l'intérêt public, notamment en matière de sécurité nationale, de santé et de nutrition ou pour promouvoir le développement d'autres secteurs vitaux de l'économie nationale.

Les dispositions de l'article 16 du projet de Loi sur les schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés sont pleinement conformes à l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. *Pourriez-vous indiquer comment votre législation assure la protection des droits d'auteur exclusifs pour ce qui est des œuvres littéraires et artistiques, ainsi qu'il est spécifié à l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC, article en vertu duquel les Membres sont tenus de se conformer aux articles 1^{er} à 21 de la Convention de Berne (1971) et à l'annexe de ladite convention?*

Loi existante

La législation actuelle prévoit les droits exclusifs des auteurs pour ce qui est de leurs œuvres littéraires et artistiques conformément à l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC et aux articles 1^{er} à 21 de la Convention de Berne.

Projet de loi

Le projet de Loi sur le droit d'auteur va plus loin et prévoit le droit de location pour les œuvres qui doivent bénéficier de la protection des droits d'auteur, comme les enregistrements sonores, les œuvres audiovisuelles et les œuvres littéraires pour n'en citer que quelques unes.

3. *Pourriez-vous décrire la protection accordée aux auteurs de programmes d'ordinateur, de bases de données ou de compilations de données?*

Loi existante

L'actuelle Loi sur le droit d'auteur, Loi CPDN n° 110 de 1985 ne mentionne pas particulièrement les programmes d'ordinateur. Cependant, étant donné que les programmes d'ordinateur sont considérés comme des œuvres littéraires, la protection du droit d'auteur est accordée aux programmes d'ordinateur. En ce qui concerne les bases de données et les compilations de données, elles sont protégées si les compilations ont un caractère original et impliquent une certaine forme de créativité. La Loi protège les répertoires, les anthologies, etc. La Loi actuelle ne prévoit pas de droit de location.

Projet de loi

Le projet de loi inclut expressément les programmes d'ordinateur dans les œuvres littéraires, quel qu'en soit le mode ou la forme d'expression. Il protège également les bases de données ou les compilations de données ou tout autre matériau qui du fait du choix ou de l'arrangement de leur contenu, constituent des créations intellectuelles.

4. *Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit un droit de location et, dans l'affirmative, préciser les œuvres auxquelles il s'applique?*

Loi existante

La Loi CPDN n° 110 n'a pas expressément prévu le droit de location, mais a prévu un droit exclusif général.

Projet de loi

Le projet de loi prévoit que l'auteur de toute œuvre protégée par le droit d'auteur a le droit économique exclusif d'autoriser la location commerciale des originaux ou des copies de ses œuvres au public.

5. *Pourriez-vous décrire les droits dont les artistes interprètes ou exécutants, les producteurs de phonogrammes (enregistrements sonores) et les organismes de radiodiffusion bénéficient en vertu de votre législation?*

Loi existante

Les producteurs d'enregistrements sonores bénéficient des droits économique et moral exclusifs conformément à la Convention de Berne.

Projet de loi

Les artistes interprètes ou exécutants et les organismes de radiodiffusion bénéficient des droits ci-après au titre de la nouvelle Loi sur le droit d'auteur, conformément à l'Accord sur les ADPIC. Le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire:

- La rediffusion, la location et la distribution de la fixation d'une exécution, ou d'une émission.
- La fixation d'une exécution ou d'une émission.
- La reproduction d'une fixation de leur émission ou de leur exécution.
- La communication au public de leur exécution si les enregistrements ont été publiés, mais une juste rémunération doit être versée à l'artiste interprète ou exécutant; ou la communication de l'émission au public.

6. *Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit des limitations ou exceptions pour chacun des droits spécifiés plus haut conformément aux dispositions pertinentes des Conventions de Berne et de Rome et compte tenu des articles 13 et 14:6 de l'Accord sur les ADPIC?*

Projet de loi

Le projet de loi prévoit le versement d'une juste rémunération au détenteur du droit si l'œuvre a déjà été publiée et a été préalablement fixée avec l'accord de l'artiste interprète ou exécutant.

7. *Pourriez-vous préciser la durée de la protection offerte pour chacun des droits mentionnés plus haut et l'œuvre ou l'objet auquel elle s'applique?*

Loi existante

- a) Les enregistrements sonores, les œuvres cinématographiques et les émissions sont protégés jusqu'à l'expiration de la période de 50 ans à compter de la date de réalisation de l'œuvre ou de 50 ans à compter de sa mise à la disposition du public.
- b) Les droits des auteurs sont protégés au titre de la présente loi pendant toute la vie des auteurs et 50 ans après leur mort.
- c) Les droits d'exécution sont protégés.
- d) Les œuvres phonographiques sont protégées jusqu'à l'expiration d'une période de 50 ans à compter de la date de réalisation de l'enregistrement.
- e) Les droits conférés à la République du Ghana au regard du folklore demeurent à perpétuité.
- f) Les droits d'exécution d'un artiste interprète ou exécutant sont protégés dans la présente loi, pendant une période de 50 ans à compter de la fin de l'année civile de l'exécution.

Projet de loi

Le nouveau projet de loi prévoit d'étendre la durée de la protection de tous les droits ci-dessus à 70 ans.

8. *Pourriez-vous indiquer de quelle manière votre législation accorde la protection rétroactive prévue conformément à l'article 18 de la Convention de Berne (cette obligation découle de l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC) et à l'article 14:6 de l'Accord sur les ADPIC?*

La nouvelle Loi sur le droit d'auteur a pris en considération l'article 18 de la Convention de Berne et les articles 9 et 14:6 de l'Accord sur les ADPIC.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

9. *Pourriez-vous donner la définition d'un signe selon votre législation nationale et expliquer dans quelles conditions il peut faire l'objet d'une protection?*

Loi existante

La Loi de 1965 sur les marques de fabrique ou de commerce, Loi n° 270, ne donne pas la définition d'un signe. Toutefois, le terme "marque" y est défini de la manière suivante: la "marque" consiste en un dispositif, une en-tête commerciale, une étiquette de label, un nom, une signature, un mot, une lettre, un chiffre ou toute combinaison de ceux-ci.

Aux termes de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, une marque doit être enregistrée pour pouvoir faire l'objet d'une protection sans préjuger de la mesure corrective de droit commun en cas d'usurpation.

Les articles 9 et 10 de la Loi établissent les conditions d'enregistrement de la marque.

Aux termes de l'article 9, une marque de fabrique ou de commerce est susceptible d'être enregistrée dès lors qu'elle contient ou comporte au moins un des éléments suivants:

- a) le nom d'une société, particulier ou entreprise, représenté d'une manière spéciale ou particulière;
- b) la signature du demandeur de l'enregistrement ou d'une personne qui a assumé antérieurement ses fonctions;
- c) un ou des mot(s) inventé(s);
- d) un ou des mot(s) n'ayant aucun rapport direct avec le caractère ou la qualité des marchandises et qui, d'après le sens qui lui est couramment donné, n'est ni un nom géographique, ni un nom de famille;
- e) toute autre marque distinctive.

Les dispositions de l'article 10 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce prévoient une autre forme possible pour l'enregistrement fondée sur le caractère "propre à distinguer" de la marque, par opposition à "en soi propre à distinguer", comme le mentionne l'article 9.

Projet de loi

Le projet de Loi sur les marques de fabrique ou de commerce ne comporte pas de définition du signe. Toutefois, la marque est définie comme tout signe ou toute combinaison de signes, propre à distinguer les produits ou les services d'une entreprise des produits ou des services d'autres entreprises, y compris les noms de personne, les lettres, les chiffres et les éléments figuratifs. Aux termes du projet de Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, une marque de fabrique ou de commerce est susceptible d'être enregistrée si:

- a) elle est propre à distinguer les produits ou les services du demandeur de l'enregistrement de ceux des autres;
- b) elle n'est pas contraire à l'ordre public ou à la moralité;
- c) elle n'induit pas en erreur les consommateurs ou les cercles du commerce quant à l'origine ou aux autres caractéristiques des produits ou services concernés;
- d) il ne s'agit pas d'une marque appartenant à une organisation d'état ou à une organisation internationale intergouvernementale, sauf si elle fait l'objet d'autorisations de leur part;
- e) elle n'est pas une marque notoirement connue appartenant à une autre personne.

10. *Pourriez-vous spécifier si les services peuvent ou non faire l'objet d'une protection dans le cadre de votre législation sur les marques de fabrique ou de commerce? Pourriez-vous préciser si un signe tel que le nom commercial peut faire l'objet d'une protection et indiquer si des éléments tels que les sons, les parfums et les contenants peuvent aussi en bénéficier?*

Loi existante

Aux termes de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, Loi n° 270 de 1965, les marques de service ne peuvent pas actuellement faire l'objet d'une protection. Les noms commerciaux

ne peuvent pas non plus actuellement faire l'objet d'une protection au titre de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce. Les éléments tels que les sons, les parfums et les contenants ne bénéficient pas non plus de la protection au titre de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce.

Projet de loi

Les signes tels que les noms commerciaux sont protégés aux termes du projet de loi. Les marques de service pourront faire l'objet d'une protection au titre du projet de Loi sur les marques de fabrique ou de commerce. Les éléments tels que les sons, les parfums et les contenants ne sont pas protégés aux termes du projet de Loi sur les marques de fabrique ou de commerce.

11. Pourriez-vous expliquer quelles sont les obligations d'usage prévues, le cas échéant, comme condition de l'enregistrement? À cet égard, pourriez-vous également préciser la définition de l'usage et les conditions de maintien de l'enregistrement?

Loi existante

L'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce aux termes de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce n'est pas subordonné à son usage. L'article 17 1) de la Loi de 1965 sur les marques de fabrique ou de commerce prévoit que toute personne qui revendique la propriété d'une marque de fabrique ou de commerce qu'elle utilise ou qu'elle projette d'utiliser, peut déposer une demande d'enregistrement de la marque. Toutefois, l'Office d'enregistrement peut prendre en considération, aux termes de l'article 9 3) et de l'article 10 2) de la Loi de 1965 sur les marques de fabrique ou de commerce, l'usage d'une marque pour décider de son caractère distinctif.

La Loi sur les marques de fabrique ou de commerce ne comporte pas de définition de l'usage. Toutefois, les dispositions ci-après sont applicables au titre de la loi:

- Aux termes de l'article 20 1) de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce est renouvelable indéfiniment moyennant le paiement du droit de renouvellement.
- Toutefois, conformément à l'article 26 1) a) une marque de fabrique ou de commerce peut être retirée du registre par décision de justice ou par l'Office d'enregistrement sur demande présentée par une personne lésée au motif que la marque de fabrique ou de commerce a été enregistrée sans véritable intention de la part du demandeur d'enregistrement, qu'elle doit être utilisée par lui en relation avec les produits concernés, et que l'usage effectif de la marque de fabrique ou de commerce en relation avec les produits par son propriétaire n'a en fait pas eu lieu jusqu'à la date d'un mois avant la date de son dépôt.
- L'article 26 1) b) autorise également les juges ou l'Office d'enregistrement, sur demande, de supprimer du registre une marque de fabrique ou de commerce du fait de sa non-utilisation pendant une période continue de cinq ans.

Projet de loi

Il n'existe pas d'obligation d'usage comme condition d'enregistrement d'une marque dans le projet de Loi sur les marques de fabrique ou de commerce.

Le projet de loi ne donne pas de définition à l'usage. Toutefois, toute personne intéressée peut demander la suppression du registre d'une marque de fabrique ou de commerce au regard de tout

produit pour lequel elle est enregistrée au motif que jusqu'à un mois avant le dépôt de la demande d'enregistrement, elle n'a pas été utilisée pendant une période continue de cinq ans.

12. *Pourriez-vous confirmer si, en vertu de votre législation, l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce peut ou non être indéfiniment renouvelé?*

Loi existante

L'article 20 1) de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce permet de renouveler indéfiniment l'enregistrement d'une marque.

Projet de loi

L'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce peut être renouvelé indéfiniment aux termes du projet de Loi sur les marques de fabrique ou de commerce.

13. *Pourriez-vous décrire les obligations spéciales, s'il y a lieu, prévues par votre législation concernant l'usage d'une marque de fabrique ou de commerce?*

Il n'existe aucune obligation spéciale.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

14. *Pourriez-vous expliquer si l'autorité responsable de l'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce peut refuser une demande d'enregistrement si la marque de fabrique ou de commerce contient une indication géographique?*

Loi existante

Le principal critère pour l'enregistrement d'une marque au titre de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce est son caractère distinctif. L'article 9 1) d) de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce exclut de l'enregistrement tout mot ou ensemble de mots qui représente ordinairement un nom géographique.

La pratique de l'Office d'enregistrement jusqu'ici est de refuser l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce qui contient une indication géographique. Si un mot est considéré comme une indication géographique, il est refusé sauf si, de toute évidence, son usage est fantaisiste.

Projet de loi

Le projet de Loi sur les marques de fabrique ou de commerce comporte également des dispositions interdisant l'enregistrement d'une marque si celle-ci est de nature à induire le public en erreur quant à l'origine géographique du produit ou quant à sa nature ou à ses caractéristiques.

15. *Pourriez-vous préciser quelle est la définition d'une indication géographique dans votre législation?*

Le projet de Loi sur les indications géographiques définit l'indication géographique en tant qu'"indication qui sert à identifier un produit comme étant originaire du territoire d'un pays, d'une région ou d'une localité de ce territoire, dans le cas où une qualité, réputation ou autre caractéristique déterminée du produit peut être attribuée essentiellement à cette origine géographique". Cette définition de l'indication géographique est conforme à l'article 22:1 de l'Accord sur les ADPIC.

16. *Pourriez-vous décrire et expliquer les dispositions de votre législation établissant un lien, le cas échéant, entre les caractéristiques d'une indication et son origine géographique?*

Le projet de Loi sur les indications géographiques établit le principe que la protection est offerte indépendamment de l'enregistrement au Ghana. Le projet de loi comporte également des dispositions qui établissent qu'une indication est présumée être une indication géographique au sens de l'indication géographique telle que la définit le projet de loi. Le projet de loi contient également des dispositions établissant les conditions selon lesquelles l'indication géographique peut être utilisée:

- elle doit être utilisée par un producteur qui exerce son activité dans la zone géographique indiquée dans le Registre;
- elle peut être utilisée pour les produits indiqués dans le Registre;
- troisièmement, les produits concernés doivent posséder la qualité, la réputation ou les autres caractéristiques indiquées dans le Registre.

17. *Pourriez-vous indiquer comment votre législation accorde une protection additionnelle aux vins et spiritueux? Veuillez citer, le cas échéant, d'autres types de produits visés par cette protection additionnelle.*

Le projet de Loi sur les indications géographiques permet expressément d'entamer des procédures civiles en cas d'utilisation d'une indication géographique identifiant des vins et spiritueux qui ne sont pas originaires du lieu indiqué par l'indication géographique en question, conformément à l'article 23:3 de l'Accord sur les ADPIC.

18. *Pourriez-vous expliquer comment les exceptions visées à l'article 24 de l'Accord sur les ADPIC sont utilisées dans votre juridiction? Pourriez-vous fournir des exemples d'utilisation des exceptions par les tribunaux ou des listes de noms considérés comme génériques dans votre juridiction?*

Les exceptions visées à l'article 24 de l'Accord sur les ADPIC n'ont jamais été utilisées au Ghana. Il n'existe pas d'exemples d'utilisation des exceptions par les tribunaux, ni de liste de noms considérés comme génériques au Ghana.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

19. *Pourriez-vous indiquer si, en vertu de votre législation, la protection s'étend ou non aux dessins et modèles dictés essentiellement par des considérations techniques ou fonctionnelles? Veuillez expliquer comment les dessins et modèles de textiles sont protégés.*

Loi existante

Le Décret sur l'enregistrement des dessins et modèles de textiles de 1973, NRCD 213, prévoit un système d'enregistrement particulier pour protéger les textiles. Le Décret sur les dessins et modèles de textiles (enregistrement) accorde le droit d'auteur d'un dessin ou modèle de textile au propriétaire enregistré; ce droit est renouvelable une première fois pour une période de cinq ans, puis deux autres fois pour des périodes de cinq ans.

Projet de loi

Le projet de Loi sur les dessins et modèles industriels exclut de la protection les dessins et modèles dictés essentiellement par des considérations techniques ou fonctionnelles. Cette disposition est conforme à l'article 25 de l'Accord sur les ADPIC.

Les dessins et modèles de textiles seront protégés aux termes du projet de Loi sur les dessins et modèles industriels. Aux termes du projet de loi, toute forme à trois dimensions ou toute matière, associée ou non à des lignes ou des couleurs, est un dessin ou modèle industriel lorsque la forme ou la matière qui le compose donne une apparence particulière aux produits de l'industrie ou de l'artisanat, et peut servir de modèle pour un produit de l'industrie ou de l'artisanat.

Le projet de Loi sur les dessins et modèles industriels contient des dispositions facilitant l'enregistrement des dessins et modèles qui se rapportent à la même classe de la Classification internationale ou au même ensemble ou à la même composition d'articles, qui s'applique aux dessins et modèles de textile, et cette mesure est conforme à l'article 25:2 de l'Accord sur les ADPIC.

20. *Pourriez-vous indiquer comment votre législation protège le titulaire d'un dessin ou modèle de l'importation d'articles portant ou comportant ce dessin ou modèle ou une copie de celui-ci?*

Loi existante

L'article 19 du Décret sur les dessins et modèles de textiles (enregistrement) confère à tout titulaire enregistré le droit d'intenter une action en contrefaçon auprès d'un tribunal et autorise les juges à accorder dans ces procédures, toute mesure corrective à laquelle le détenteur du droit peut prétendre.

Projet de loi

L'article 9 1) du projet de Loi sur les dessins et modèles industriels confère le droit exclusif d'exploiter un dessin ou modèle industriel enregistré, y compris un dessin ou modèle de textiles, au titulaire du dessin ou modèle. L'article 9 4) du projet de loi confère aux propriétaires le droit d'intenter des actions en justice à l'encontre de toute personne qui porte atteinte au droit des dessins ou modèles industriels. Les détenteurs de droits peuvent donc intenter des actions en justice à l'encontre des importateurs d'articles portant ou comportant un dessin ou modèle enregistré ou une copie de celui-ci.

21. *Pourriez-vous préciser si votre législation prévoit ou non le droit de délivrer une licence obligatoire pour les dessins et modèles industriels?*

Non. Il n'existe pas de dispositions en ce sens.

22. *Pourriez-vous spécifier quelle est la durée de la protection offerte aux dessins et modèles industriels dans votre législation?*

Les dessins et modèles industriels sont protégés pendant une période de cinq ans à compter de la date de dépôt de la demande d'enregistrement aux termes du projet de Loi sur les dessins et modèles industriels. L'enregistrement peut être renouvelé pour deux nouvelles périodes consécutives de cinq ans.

F. BREVETS

23. *Pourriez-vous expliquer comment votre législation définit les notions suivantes: nouveauté, inventivité et application industrielle?*

Loi existante

- L'article 3 1) de la Loi sur les brevets, Loi CPDN n° 305A, traite de la notion de nouveauté en établissant qu'une invention est nouvelle s'il n'existe pas d'antériorité à son égard, c'est-à-dire si elle ne fait pas partie des connaissances actuelles.
- L'article 3 2) de la Loi sur les brevets définit l'antériorité en tant que toute chose proposée au public en tout point du monde au moyen d'une divulgation écrite ou orale, de son utilisation, de son exposition ou par tout autre moyen non écrit dans la mesure où la divulgation la concernant a eu lieu avant la date de dépôt de la demande d'enregistrement du brevet. Une divulgation n'est pas prise en considération si elle a eu lieu dans les six mois précédant la date de dépôt et si elle a résulté d'actes accomplis par le demandeur d'enregistrement ou par son prédécesseur en titre ou s'il s'est agi d'un abus évident commis en relation avec les droits du demandeur de l'enregistrement ou de son prédécesseur en titre.
- L'article 4 1) de la Loi sur les brevets établit qu'une invention est considérée comme impliquant une activité inventive si, en ce qui concerne l'antériorité au regard de l'invention revendiquée, ladite invention n'est pas évidente pour une personne normalement qualifiée dans son domaine d'application.
- L'article 5 de la Loi sur les brevets établit qu'une invention est considérée comme étant susceptible d'application industrielle si elle peut être exécutée ou utilisée dans un type d'industrie quel qu'il soit.

Projet de loi

L'article 3 1) du projet de Loi sur les brevets définit la nouveauté en tant qu'idée n'ayant pas été imaginée antérieurement. Le projet de Loi sur les brevets établit aux termes de l'article 3 5), qu'une invention sera considérée comme impliquant une activité inventive si, en ce qui concerne l'antériorité en rapport avec la demande revendiquant l'invention, elle n'est pas évidente pour une personne normalement qualifiée dans son domaine d'application. L'expression "susceptible d'application industrielle" est définie aux termes de l'article 3 6) du projet de Loi sur les brevets en soulignant que le mot industrie s'entend au sens large du terme.

24. *Pourriez-vous indiquer si votre législation sur les brevets, ou toute autre législation, prévoit la possibilité de jouir de droits de brevet sans aucune exclusion? S'il existe des exclusions, veuillez indiquer avec précision comment elles sont appliquées d'un point de vue juridique et pratique.*

Loi existante

Les droits du titulaire d'un brevet sont énumérés à l'article 28 de la Loi sur les brevets, Loi CPDN n° 305A. Des limitations aux droits du titulaire d'un brevet sont également prévues aux termes de l'article 30 de la Loi sur les brevets:

- 1) La première limitation concerne les actes accomplis aux seules fins d'expérimentation, c'est-à-dire à des fins non commerciales.

- 2) La seconde limitation est l'épuisement des droits attachés au brevet. En vertu de ce principe, lorsqu'un article protégé par brevet a été mis sur le marché de manière licite, les droits du titulaire du brevet attachés aux produits sont épuisés. Cette limitation garantit la libre circulation des produits. L'article 6 de l'Accord sur les ADPIC ne définit pas le niveau d'épuisement que les membres doivent adopter sous réserve des dispositions relatives au traitement national et au traitement de la nation la plus favorisée. La Loi sur les brevets prévoit un mécanisme d'épuisement des droits au niveau national. Cela signifie que les droits du titulaire d'un brevet ne seront épuisés qu'en ce qui concerne les produits qui ont été mis sur le marché du pays avec son consentement.
- 3) La troisième limitation a pour but d'éviter une situation dans laquelle l'exercice du droit exclusif peut être préjudiciable à l'intérêt public dans le maintien de la libre circulation des navires.
- 4) La quatrième limitation concerne la durée de la protection par brevet. Aux termes de cet article, la durée de la protection qui est tout d'abord de dix ans peut être prorogée de deux périodes de cinq ans sous réserve de l'exploitation du brevet au niveau national. Également pour maintenir un brevet, les redevances de renouvellement doivent être acquittées dès la deuxième année.
- 5) Les droits attachés aux brevets sont également touchés par les dispositions du régime de licences obligatoire pour des raisons de politique publique et d'interdépendance des brevets.
- 6) Enfin, les dispositions concernant l'exploitation par les pouvoirs publics d'une invention brevetée peuvent également être pertinentes.

Il est important de noter qu'en termes de pratique, l'article de la loi relatif aux licences obligatoires et à l'exploitation par les pouvoirs publics des inventions brevetées n'a jusqu'ici jamais été invoqué au Ghana.

Projet de loi

Le projet de Loi sur les brevets contient également des dispositions similaires concernant les exclusions au regard des droits de brevet. L'exclusion fait l'objet des articles 11 4), 12, 13 et 14.

25. *Pourriez-vous indiquer si des inventions ne peuvent être brevetées pour des raisons d'ordre public ou de moralité? Dans l'affirmative, veuillez expliquer la partie pertinente de votre législation, ainsi que sa formulation. Précisez également si celle-ci a été appliquée dans la pratique.*

Loi existante

La Loi de 1992 sur les brevets prévoit l'exclusion des inventions pour des raisons d'ordre public ou de moralité. La disposition pertinente figure à l'article 6 de la Loi de 1992 sur les brevets.

Projet de loi

Le projet de Loi sur les brevets comporte à l'article 2 d) des dispositions qui excluent certaines inventions lorsqu'il est nécessaire d'empêcher leur exploitation commerciale au Ghana pour protéger l'ordre public et la moralité. Ces dispositions visent à se conformer à l'article 27:2 de l'Accord sur les ADPIC. Il est également intéressant de noter que ces dispositions concernant

l'exclusion de certaines inventions pour des raisons de moralité publique n'ont jusqu'ici jamais été appliquées au Ghana.

26. *Pourriez-vous expliquer si les méthodes diagnostiques, thérapeutiques et chirurgicales sont exclues de la brevetabilité dans votre législation? Dans l'affirmative, veuillez expliquer la partie pertinente de votre législation, ainsi que sa formulation.*

Loi existante

L'article 1 30) d) de la Loi de 1992 sur les brevets exclut de la brevetabilité les méthodes diagnostiques, thérapeutiques et chirurgicales. L'exclusion ne s'applique pas aux produits utilisés par ces méthodes.

Projet de loi

Le projet de Loi sur les brevets stipule, aux termes de l'article 2 c) que les méthodes chirurgicales ou thérapeutiques pour le traitement corporel des personnes, ainsi que les méthodes diagnostiques appliquées aux personnes ou aux animaux sont exclues de la brevetabilité. Ces dispositions sont conformes à l'article 27:3 a) de l'Accord sur les ADPIC.

27. *Pourriez-vous expliquer si les végétaux et les animaux et les procédés essentiellement biologiques sont exclus de la brevetabilité? Dans l'affirmative, veuillez expliquer la partie pertinente de votre législation, ainsi que sa formulation.*

Loi existante

Les végétaux, les animaux et les procédés essentiellement biologiques sont exclus de la brevetabilité aux termes de la Loi de 1992 sur les brevets, Loi CPDN n° 305A. Les dispositions qui excluent les végétaux, les animaux et les procédés essentiellement biologiques de la brevetabilité figurent à l'article 1 3) b). Ces dispositions ont été formulées de manière à permettre de breveter les procédés microbiologiques et les produits.

Projet de loi

L'article 2 f) du projet de Loi sur les brevets contient des dispositions qui excluent de la brevetabilité les végétaux, les animaux et les procédés essentiellement biologiques. Les dispositions du projet de loi ont été formulées de manière à permettre de breveter les procédés non biologiques et les procédés microbiologiques. Cet article est conforme à l'article 27:3 a) de l'Accord sur les ADPIC.

28. *Pourriez-vous décrire comment les micro-organismes, les procédés non essentiellement biologiques, les procédés microbiologiques et les variétés végétales sont protégés dans votre législation? Veuillez expliquer à cet égard les parties pertinentes de votre législation.*

Loi existante

Les micro-organismes, les procédés non essentiellement biologiques et les procédés microbiologiques peuvent être protégés et sont susceptibles d'être brevetés au titre de la Loi de 1992 sur les brevets. La durée de la protection est de dix ans, et, sous réserve de l'exploitation locale du brevet, elle peut être prolongée de deux périodes de cinq ans. Les articles pertinents de la Loi sur les brevets sont les articles 1 3) et 31. Pour être plus clair:

- Il est possible de breveter les micro-organismes, les procédés non essentiellement biologiques et les procédés microbiologiques aux termes du projet de loi.
- L'article 2 précise les objets qui sont exclus de la protection par brevet. Il en résulte que les micro-organismes, les procédés non essentiellement biologiques et les procédés microbiologiques sont susceptibles d'être protégés.
- La durée de la protection aux termes du projet de loi est de 20 ans à compter de la date de dépôt du brevet.

29. *Pourriez-vous expliquer comment votre législation protège le titulaire d'un droit de brevet de l'importation et de l'offre à la vente d'une invention brevetée?*

Loi existante

- L'article 28 de la Loi sur les brevets, Loi CPDN n° 305A, confère au titulaire du brevet le droit d'empêcher toute personne d'importer et d'offrir à la vente une invention brevetée. Le détenteur du droit peut intenter des actions en justice à l'encontre de toute personne qui importe ou offre à la vente son invention sans son consentement.
- L'article 30 b) de la Loi sur les brevets limite toutefois le droit du titulaire du brevet aux articles qui ont été mis sur le marché par le titulaire du droit ou avec son consentement formel.

Projet de loi

- L'article 11 2) du projet de Loi sur les brevets établit que l'importation et l'offre à la vente d'une invention brevetée ne peuvent intervenir qu'avec l'accord du détenteur du droit.
- L'article 11 3) du projet de loi confère au détenteur du droit le droit d'intenter des actions en justice à l'encontre de toute personne qui porte atteinte au brevet.
- L'article 11 4) confère le droit d'entamer des procédures à l'encontre de toute personne qui importe et offre à la vente une invention brevetée sans l'accord du détenteur du droit; c'est le droit le plus important conféré au titulaire du brevet.
- Les droits du titulaire d'un brevet aux termes du projet de Loi sur les brevets ne couvrent toutefois pas les actes concernant les articles qui ont été mis sur le marché de tout pays quel qu'il soit par le titulaire du brevet ou avec son consentement.

30. *Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit une protection par brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture? Dans l'affirmative, pourriez-vous spécifier à quel texte légal il convient de se reporter?*

Loi existante

La Loi sur les brevets, Loi CPDN n° 305A, n'exclut pas de la protection les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture. L'article 1 3) de la Loi sur les brevets énumère les exclusions aux inventions susceptibles d'être brevetées.

Projet de loi

Le projet de loi n'exclut pas de la protection les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture. L'article 2 auquel figurent les objets exclus de la protection par brevet ne comporte pas de produits pharmaceutiques ni de produits chimiques pour l'agriculture.

31. *Pourriez-vous préciser si la protection d'un procédé par brevet, prévue par votre législation, vise le produit obtenu directement par ce procédé?*

Loi existante

Aux termes de l'article 28 b) de la Loi de 1992 sur les brevets, lorsqu'un procédé est protégé par brevet contre la fabrication, l'importation, l'offre à la vente, la vente ou le stockage à l'une quelconque de ces fins, le titulaire du brevet a le droit d'interdire à toute personne de fabriquer, d'importer, d'offrir à la vente, de vendre ou de stocker à l'une quelconque de ces fins un produit obtenu directement par ce procédé.

Projet de loi

Aux termes de l'article 11 2) b) du projet de loi, la fabrication, l'importation, l'offre à la vente, la vente et l'utilisation d'un produit obtenu directement par le procédé breveté équivaut à l'exploitation de l'invention brevetée et requiert donc le consentement du titulaire du brevet. L'absence de consentement du titulaire du brevet constitue une atteinte à ses droits. Ainsi, aux termes de l'article 11 3) de la loi, le titulaire du brevet peut entamer des procédures judiciaires à l'encontre de la personne qui porte atteinte à ses droits au titre du brevet protégeant le procédé.

32. *Pourriez-vous expliquer si votre législation prévoit le cas échéant des conditions additionnelles, autres que la divulgation suffisamment claire de l'invention stipulée à l'article 29 de l'Accord sur les ADPIC (par exemple la production d'une justification aux fins de l'accès à des matériels génétiques ou le consentement éclairé préalable à l'utilisation)? S'il est prévu des conditions additionnelles de ce type, veuillez préciser la législation pertinente et décrire ces conditions en détail.*

Loi existante

La Loi de 1992 sur les brevets prescrit de divulguer l'invention d'une manière suffisamment claire et complète et d'indiquer la meilleure manière d'exécuter l'invention connue de l'inventeur. Il n'existe pas de conditions additionnelles. La disposition pertinente figure à l'article 12 1) a) de la Loi de 1992 sur les brevets.

Projet de loi

L'article 5 5) du projet de Loi sur les brevets prescrit de divulguer l'invention d'une manière suffisamment claire et complète pour qu'une personne du métier normalement qualifiée puisse l'exécuter, et exige également d'indiquer au moins une manière d'exécuter l'invention connue de l'inventeur. Il n'existe pas de conditions additionnelles aux termes du projet de loi. Ces dispositions sont conformes à l'article 29 de l'Accord sur les ADPIC qui prescrit de divulguer l'invention d'une manière suffisamment claire et complète pour qu'une personne du métier puisse l'exécuter.

33. *Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit des exceptions limitées aux droits exclusifs conférés par un brevet? Dans l'affirmative, veuillez indiquer la législation pertinente.*

Loi existante

L'article 30 de la Loi de 1992 sur les brevets prévoit des exceptions limitées aux droits exclusifs conférés par un brevet.

Projet de loi

L'article 11 4) du projet de loi établit les limites aux droits conférés par un brevet. Il est à noter que ces exceptions ne sont pas contraires aux dispositions de l'article 30 de l'Accord sur les ADPIC.

34. *Pourriez-vous expliquer si votre législation prévoit ou non un régime de licences obligatoire? Dans l'affirmative, veuillez préciser les conditions dans lesquelles une licence obligatoire peut être accordée; indiquez en particulier comment, aux fins de l'autorisation de l'utilisation, sont examinées les circonstances qui lui sont propres.*

Loi existante

La Loi de 1992 sur les brevets prévoit un régime de licences obligatoire aux termes des articles 45, 46 et 47 dans trois cas particuliers, à savoir:

- i) licence obligatoire en cas de non-exploitation;
- ii) licence obligatoire fondée sur l'interdépendance des brevets;
- iii) licence obligatoire pour les produits et procédés déclarés revêtir une importance vitale par le Ministre.

Les articles 45 et 46 de la Loi de 1992 sur les brevets stipulent que la licence sera accordée après examen sur la base des circonstances propres au cas concerné.

L'article 48 de la Loi sur les brevets établit également que la personne doit "apporter au tribunal les preuves suffisantes qu'elle a demandé au titulaire du brevet une licence contractuelle mais qu'elle n'a pas réussi à l'obtenir suivant des conditions raisonnables dans un délai raisonnable".

L'article 48 de la Loi de 1992 sur les brevets prescrit également comme condition préalable que le demandeur s'engage de manière satisfaisante devant le juge à exploiter l'invention de manière suffisante pour remédier aux carences qui sont à l'origine de sa requête.

Projet de loi

Le projet de Loi sur les brevets est pleinement conforme à l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC en ce qui concerne le régime de licences obligatoire. Les articles 13 et 14 stipulent que les licences obligatoires seront accordées après examen sur la base des circonstances propres au cas concerné. Le propos de la sous-section 9 de l'article 13 est d'exiger la preuve que le titulaire du brevet a reçu une demande de licence contractuelle adressée par le demandeur de l'autorisation, mais que ce dernier n'a pas réussi à obtenir la licence suivant des conditions et modalités commerciales raisonnables et dans un délai raisonnable. L'article 14 3) c) du projet de Loi sur les brevets fait en sorte que le détenteur du droit reçoive la rémunération adéquate prescrite à l'article 31 h) de l'Accord sur les ADPIC. Les décisions relatives aux licences obligatoires en raison des quantités insuffisantes ou des conditions excessives proposées sur le marché du Ghana seront prises par les tribunaux, sous réserve de procédures d'appel. Les décisions relatives aux licences obligatoires pour des raisons

d'intérêt public ou de non-respect de la Loi sur la concurrence seront prises par le Ministre, sous réserve de révision judiciaire.

35. *Pourriez-vous expliquer comment votre législation garantit explicitement qu'un candidat utilisateur s'est efforcé d'obtenir l'autorisation du détenteur du droit, suivant des conditions et modalités commerciales raisonnables et que ses efforts n'ont pas abouti dans un délai raisonnable? Dans ce contexte, comment définissez-vous l'expression "délai raisonnable"? Pourriez-vous par ailleurs expliquer comment votre législation garantit que l'utilisation d'une licence obligatoire est autorisée principalement pour l'approvisionnement du marché intérieur du Membre qui a autorisé cette utilisation?*

Loi existante

L'article 48 a) de la Loi de 1992 sur les brevets prescrit comme condition préalable que la personne qui demande une licence obligatoire fournisse au tribunal des preuves satisfaisantes qu'elle a demandé l'autorisation au titulaire du brevet et qu'elle n'a pas réussi à obtenir cette autorisation à des conditions raisonnables et dans un délai raisonnable. L'expression "délai raisonnable" n'est pas définie aux termes de la Loi de 1992 sur les brevets. Nous n'avons connaissance d'aucune action intentée au titre de la Loi sur les brevets, et il n'existe aucune jurisprudence concernant l'interprétation de cet article.

Les licences non volontaires peuvent être octroyées soit par un juge, soit par le Ministre responsable des brevets. Les licences non volontaires concédées par le Ministre concernent les produits et les procédés déclarés être d'une importance vitale pour le pays. Il s'ensuit donc que l'utilisation d'une licence obligatoire est autorisée aux fins du marché intérieur.

Les juges peuvent également concéder des licences obligatoires dans les cas de non-exploitation du brevet dans le pays ou de refus du détenteur du droit de concéder des licences à des conditions raisonnables, causant ainsi injustement un préjudice considérable à la création ou au développement d'une activité industrielle ou commerciale dans le pays. L'objectif des articles 45, 46, 47 et 48 est l'approvisionnement du marché national.

Projet de loi

L'article 13 a) du projet de Loi sur les brevets exige que le demandeur prouve qu'il a sollicité l'octroi d'une licence contractuelle, mais qu'il n'a pas réussi à obtenir la licence suivant des conditions et modalités commerciales raisonnables et dans un délai raisonnable. L'expression "délai raisonnable" n'est pas définie dans le projet de Loi sur les brevets. Il n'existe aucune jurisprudence concernant l'interprétation de cet article.

Aux termes de l'article 13 11) du projet de Loi sur les brevets, il est expressément établi que l'exploitation des brevets par des organismes gouvernementaux ou toute autre personne désignée par le Ministre sera autorisée principalement pour l'approvisionnement du marché du Ghana.

Les termes de l'article 41 du projet de Loi sur les brevets établissent clairement que les juges concèderont des licences non volontaires en cas de non-exploitation d'une invention au Ghana ou en cas d'exploitation insuffisante d'un brevet au Ghana. L'utilisation d'une licence obligatoire est donc autorisée pour assurer l'approvisionnement du marché intérieur.

36. *Pourriez-vous préciser si votre législation accorde une protection additionnelle aux innovations après l'expiration de la période de 20 ans pendant laquelle la protection par brevet est conférée?*

La Loi de 1992 sur les brevets n'accorde pas de protection additionnelle après l'expiration de la durée de protection.

37. *Pourriez-vous expliquer comment votre législation assure la protection renforcée pour les brevets ou les demandes de brevet qui étaient en suspens au 1^{er} janvier 1995?*

L'article 412 2) du projet de Loi sur les brevets établit que les brevets délivrés au titre de la Loi demeureront en vigueur et seront considérés comme ayant été délivrés au titre du projet de Loi sur les brevets.

38. *Pourriez-vous expliquer comment votre législation garantit le renversement de la charge de la preuve pour les brevets de procédé?*

L'article 62 de la Loi sur les brevets prévoit l'utilisation des procédés brevetés. Les sous-sections 7 et 8 de l'article 11 garantissent le renversement de la charge de la preuve pour les brevets de procédé. À cet égard, dans les procédures concernant l'atteinte au droit des brevets, si l'objet du brevet est un procédé d'obtention d'un produit, il incombe au défendeur de prouver que le procédé utilisé pour obtenir un produit identique est différent du procédé breveté. Tout nouveau produit qui est identique au produit breveté est, jusqu'à preuve du contraire, considéré comme ayant été obtenu par le procédé breveté. Ces dispositions sont pleinement conformes à l'article 34 de l'Accord sur les ADPIC.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

39. *Pourriez-vous expliquer comment votre législation protège les topographies?*

Loi existante

Il n'existe pas actuellement de législation concernant les topographies.

Projet de loi

Le projet de Loi sur les schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés vise à protéger les configurations qui sont originales en ce sens qu'elles résultent des efforts intellectuels personnels du créateur. Aux termes du projet de loi, les circuits intégrés sont protégés pour une durée de dix ans; il y est conféré au détenteur du droit, des droits exclusifs qui comprennent le droit de reproduction, d'importation, de vente et de distribution à des fins commerciales. Les réserves de l'article 36 de l'Accord sur les ADPIC sont également prévues au titre de l'accord.

40. *Pourriez-vous indiquer de quelle manière votre législation nationale protège le détenteur d'un droit de l'importation, la vente ou la distribution illégales, à des fins commerciales, de topographies, notamment les circuits intégrés ou autres articles dans lesquels une topographie est incorporée, conformément à l'article 36 de l'Accord sur les ADPIC?*

Le projet de Loi sur les schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés stipule que les actes consistant à importer, vendre ou distribuer de toute autre manière, à des fins commerciales des topographies protégées sans l'autorisation du détenteur du droit sont illégaux. Cette mesure couvre la reproduction par incorporation dans un circuit intégré ou de toute autre manière, conformément à l'article 36 de l'Accord sur les ADPIC.

41. *Pourriez-vous expliquer comment votre législation institue la dérogation aux dispositions de l'article 36 spécifiée à l'article 37 de l'Accord sur les ADPIC dans le cas où une personne ne savait*

pas ou n'avait pas de raison valable de savoir, lorsqu'elle a acquis un circuit intégré ou un article l'incorporant, qu'il contenait une topographie illicite?

Le projet de loi prévoit que l'effet de la protection ne s'appliquera pas dans les cas où une personne ne savait pas ou n'avait pas de raison valable de savoir, lorsqu'elle a acquis un circuit intégré ou un article l'incorporant, qu'il contenait une topographie illicite.

42. *Pourriez-vous indiquer la durée de la protection conférée aux topographies par votre législation?*

La durée de la protection offerte aux termes du projet de Loi sur les schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés est de dix ans.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

43. *Pourriez-vous expliquer si votre législation prévoit ou non une durée de protection définie pour les renseignements non divulgués? Dans l'affirmative, précisez cette durée.*

La Loi de 2000 sur la protection contre la concurrence déloyale, Loi n° 589 protège les renseignements non divulgués qui sont des secrets commerciaux ou des savoir-faire indéfiniment, sous réserve que ces renseignements soient secrets, qu'ils aient une valeur commerciale parce qu'ils sont secrets, et qu'ils aient fait l'objet de dispositions raisonnables destinées à les garder secrets. Ces dispositions sont conformes à l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC.

44. *Pourriez-vous expliquer comment votre législation définit l'expression "renseignements non divulgués"?*

L'expression "renseignements non divulgués" n'est pas définie dans la Loi sur la protection contre la concurrence déloyale; la Loi n° 589 utilise l'expression "renseignements secrets". L'article 5 3) de la Loi établit que les renseignements sont secrets sous réserve que:

- a) dans leur globalité ou dans la configuration et l'assemblage de leurs éléments, ils ne soient pas généralement connus de personnes appartenant aux milieux qui s'occupent normalement du genre de renseignements en question ou ne leur soient pas aisément accessibles;
- b) ils aient une valeur commerciale parce qu'ils sont secrets; et
- c) ils aient fait l'objet, de la part de la personne qui en a licitement le contrôle, de dispositions raisonnables compte tenu des circonstances, destinées à les garder secrets.

45. *Pourriez-vous indiquer comment votre législation définit les données communiquées aux pouvoirs publics ou à leurs organismes?*

La Loi de 2000 sur la protection contre la concurrence déloyale, Loi n° 589 ne définit pas les données communiquées aux pouvoirs publics ou à leurs organismes.

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS

46. *Pourriez-vous décrire comment votre législation permet une action efficace contre les atteintes aux droits de propriété intellectuelle?*

Les actions efficaces contre les atteintes aux droits de propriété intellectuelle découlent d'un ensemble de lois et du droit commun. Les questions ayant trait aux éléments de preuve, aux injonctions, aux dommages-intérêts et autres mesures correctives y compris les mesures provisoires sont traitées aux termes du Code général de procédure civile pour les délits civils.

47. *Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit ou non un mécanisme pour faire appel de décisions administratives finales devant les organes judiciaires?*

Le code général de procédure civile prévoit un mécanisme pour faire appel de décisions administratives devant la Haute Cour.

48. *Pourriez-vous décrire les modalités selon lesquelles votre législation autorise les juges à ordonner la production des éléments de preuve par la partie adverse? Veuillez fournir des renseignements précis sur les mesures qui sont prises pour assurer la protection des renseignements confidentiels.*

En vertu des Règles de pratique, les juges sont autorisés à ordonner la production de documents. Les parties à un différend sont tenues soit automatiquement, soit sur ordre du juge, de communiquer tout document qu'elles peuvent avoir en garde, en leur possession ou sous leur contrôle, ayant un rapport avec l'objet de l'action en justice. Le juge a également le pouvoir de donner des ordres au moment où la procédure est entamée, afin de sauvegarder les éléments de preuve en rapport avec la procédure, s'il a des raisons de craindre que ces éléments de preuve ne soient détruits, en émettant une ordonnance du type Anton Pillar.

49. *Pourriez-vous citer les dispositions de votre législation qui autorisent les juges à ordonner à un défendeur de cesser de porter atteinte à un droit?*

Les juges peuvent accorder des mesures correctives aux détenteurs de droits au moyen d'injonctions, aux termes de leur compétence générale et des diverses lois relatives à la propriété intellectuelle. L'article 59 de la Loi de 1992 sur les brevets établit qu'à la demande du titulaire du brevet:

"le juge accordera les mesures correctives suivantes:

- a) une injonction visant à empêcher l'atteinte à un droit si celle-ci est imminente, ou à interdire de continuer à porter atteinte à un droit lorsque l'atteinte au droit a commencé".

L'article 11 3) du projet de loi contient également les dispositions suivantes qui autorisent les juges à ordonner à un défendeur de cesser de porter atteinte à un droit:

"Le titulaire d'un brevet, outre tous autres droits à des mesures correctives ou autres actions qui lui sont offerts, aura le droit aux termes de la sous-section 4) et de l'article 13, d'intenter auprès du tribunal une action à l'encontre de toute personne qui porte atteinte au brevet en accomplissant, sans le consentement de son propriétaire, tout acte figurant à la sous-section 2) ou qui accomplit des actes susceptibles de porter atteinte au brevet."

En ce qui concerne l'atteinte à un droit imminente, l'article 22 2) du projet de Loi sur les dessins et modèles industriels établit que:

"À la demande:

- a) du propriétaire enregistré; ou

- b) d'un détenteur de licence qui a demandé au propriétaire enregistré d'intenter une action en justice pour obtenir une mesure corrective particulière et auquel le propriétaire enregistré a refusé de le faire; le juge peut accorder une injonction visant à empêcher un acte qui constitue une atteinte au droit ou une atteinte au droit imminente."

50. *Pourriez-vous indiquer quelles dispositions de votre législation autorisent les juges à ordonner le versement au détenteur du droit de dommages-intérêts adéquats en réparation du dommage qu'il a subi?*

Il est de la compétence générale des juges d'accorder des dommages-intérêts pour atteinte aux droits de propriété intellectuelle. Les dommages-intérêts comprennent habituellement le recouvrement des pertes commerciales liées à l'atteinte au droit, et la gravité de l'atteinte au droit doit être prise en considération pour décider s'il y a lieu d'accorder des dommages-intérêts additionnels. L'octroi de dommages-intérêts s'accompagne normalement de l'ordre de payer les frais de justice encourus par la partie gagnante. Aux termes de cet ordre de paiement des frais, la partie gagnante récupère normalement une somme qui correspond aux sommes raisonnablement dépensées dans le cadre du litige. Si les parties au litige n'arrivent pas à s'entendre sur ces frais, le montant de ceux-ci est fixé par le juge.

51. *Pourriez-vous indiquer quelles dispositions de votre législation autorisent les juges à ordonner le paiement des frais du détenteur du droit par le contrevenant?*

Aux termes des règles de pratique, les juges sont habilités à ordonner le paiement des frais de justice encourus par la partie gagnante. Aux termes de cet ordre de paiement des frais, la partie gagnante récupère normalement une somme correspondant aux sommes raisonnablement dépensées dans le cadre du litige.

52. *Pourriez-vous indiquer si, et dans l'affirmative, les modalités selon lesquelles les juges sont habilités à ordonner que les marchandises qui portent atteinte à un droit soient écartées des circuits commerciaux ou détruites?*

Les juges sont habilités à ordonner aux défendeurs de remettre les marchandises et les copies de contrefaçon ainsi que les matériaux et instruments ayant servi à les produire. La Loi sur le droit d'auteur autorise la saisie des produits de contrefaçon. Il existe également une disposition qui prévoit l'élimination ou la destruction des marchandises ou des copies de contrefaçon par le contrôleur des douanes. Les juges ont la compétence inhérente d'indemniser le défendeur en cas de recours abusif à la procédure judiciaire. Lorsqu'un juge émet une injonction interlocutoire, il prévoit le versement de dommages-intérêts au défendeur par le requérant. Le juge peut également exiger de cautionner cet engagement par un dépôt d'argent sur le fonds du tribunal ou en fournissant une garantie. C'est généralement le cas lorsque le plaignant est un non-résident.

53. *Pourriez-vous indiquer quelles dispositions de votre législation autorisent les juges à faire indemniser un défendeur en cas d'usage abusif des procédures destinées à faire respecter les droits par le requérant?*

Les juges ont également la compétence inhérente d'indemniser un défendeur en cas de recours abusif aux procédures judiciaires. Lorsqu'un juge émet une injonction interlocutoire, il exige que le requérant s'engage à verser des dommages-intérêts au défendeur si l'injonction n'est pas émise à juste titre à l'encontre du défendeur. Le juge peut également exiger que cet engagement soit garanti par le dépôt d'une caution sur le Fonds du tribunal ou en fournissant une garantie. C'est généralement le cas lorsque le plaignant est un non-résident.

54. *Pourriez-vous indiquer comment votre législation assure la mise en œuvre de l'article 50 de l'Accord sur les ADPIC?*

Le Ghana applique le système de droit commun et de ce fait, les juges sont habilités à prendre des décisions visant à faire respecter les droits de propriété intellectuelle et ils peuvent adopter des mesures provisoires avant l'issue du procès, y compris accorder des injonctions interlocutoires.

Les juges peuvent également accorder des mesures correctives du type connu sous le nom d'Ordonnance Anton Pillar une fois que le procès a débuté. Aux termes de cette ordonnance, le défendeur est tenu d'admettre dans ses locaux une personne désignée pour rechercher et saisir ce qui lui est spécifié aux fins de sauvegarder les éléments de preuve nécessaires dans le cadre du procès.

Il peut être également demandé au juge d'accorder des dommages-intérêts intérimaires. Le requérant doit démontrer que vraisemblablement il bénéficiera à la fin du procès d'un montant substantiel de dommages-intérêts et que dans l'attente du jugement du procès il devrait obtenir un versement intérimaire.

55. *Pourriez-vous indiquer quelles sont les autorités compétentes relevant de votre juridiction auxquelles les détenteurs de droits doivent adresser leur demande visant à faire suspendre la mise en circulation de marchandises de contrefaçon par les autorités douanières?*

La Haute Cour.

56. *Pourriez-vous indiquer s'il existe ou non des procédures pour suspendre l'exportation de marchandises de contrefaçon?*

Il n'existe pas de procédure pour suspendre l'exportation de marchandises de contrefaçon. Toutefois, le détenteur d'un droit peut demander au juge d'émettre un ordre d'injonction.

57. *Pourriez-vous indiquer quelles dispositions de votre législation autorisent les autorités compétentes à ordonner la destruction ou la mise hors circuit de marchandises portant atteinte à un droit?*

Les juges sont habilités à ordonner que les défendeurs remettent les marchandises et les copies de contrefaçon ainsi que les matériaux et instruments ayant servi à les produire. Aux termes de l'article premier de la Loi de 1964 sur les marques des produits, le fait d'appliquer fallacieusement à un produit une marque de fabrique ou de commerce ou toute marque qui ressemble si fortement à une marque de fabrique ou de commerce qu'elle est de nature à tromper constitue un délit. Lorsque le délit est établi, toute marchandise et tout objet de toute sorte ayant servi à commettre le délit ou ayant un rapport avec celui-ci peuvent être confisqués au profit de l'État.

58. *Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit ou non une exception pour les importations de minimis?*

Il n'existe pas d'exception pour les importations de minimis.

59. *Pourriez-vous indiquer comment votre législation assure la mise en œuvre de l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC?*

Aux termes de l'article premier de la Loi de 1964 sur les marques des produits, le fait d'appliquer fallacieusement aux marchandises toute marque de fabrique ou de commerce ou toute marque ressemblant si fortement à une marque de fabrique ou de commerce qu'elle est de nature à

tromper constitue un délit pénal. Lorsqu'une personne est reconnue coupable du délit, toutes les marchandises ou tous les objets de toute sorte ayant servi à commettre le délit ou ayant un rapport avec celui-ci sont passibles de confiscation à la discrétion des juges. Quiconque commet un délit de ce type est coupable de délit mineur.

JAPON

A. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

1. *Prière de donner des explications sur les exceptions ou exemptions concernant le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée éventuellement prévues par la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins, comme l'autorisent les articles 3 et 4 de l'Accord sur les ADPIC.*

Il n'existe ni exceptions ni exemptions concernant le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée aux termes de la Loi du Ghana sur le droit d'auteur.

SUISSE

A. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

1. *Veuillez indiquer de manière détaillée comment votre législation pourvoit à la protection des indications géographiques.*

Il n'existe actuellement aucune loi qui protège les indications géographiques. Pour respecter les obligations découlant de l'Accord sur les ADPIC, un projet de Loi sur les indications géographiques sera prochainement soumis au Parlement. Le projet de loi incorpore les prescriptions figurant aux articles 22 à 24 de l'Accord sur les ADPIC.

Le projet de loi définit l'indication géographique en tant qu'"indication servant à identifier un produit comme étant originaire du territoire d'un pays ou d'une région ou localité de ce territoire, dans le cas où une qualité, réputation ou autre caractéristique déterminée du produit peut être attribuée essentiellement à cette origine géographique". La définition de l'indication géographique est conforme à la définition figurant à l'article 22:1 de l'Accord sur les ADPIC.

Le projet de Loi sur les indications géographiques comporte quatre parties qui sont les suivantes:

- 1) Protection des indications géographiques.
- 2) Enregistrement des indications géographiques.
- 3) Dispositions particulières concernant les marques.
- 4) Règles et interprétations.

L'article premier du projet de Loi sur les indications géographiques établit expressément que des procédures civiles peuvent être entamées pour prévenir l'usage illicite des indications géographiques. Les sous-sections 1 a) et b) de l'article premier sont conformes à l'article 22.2 a) et b) et à l'article 23:1 de l'Accord sur les ADPIC en ce sens qu'elles permettent aux parties d'empêcher l'utilisation des indications d'une manière qui induit le public en erreur et également qui constitue un acte de concurrence déloyale au sens de l'article 10*bis* de la Convention de Paris ou en ce qui concerne les indications géographiques pour les vins et les spiritueux, d'empêcher l'utilisation des indications identifiant des vins et des spiritueux qui ne sont pas originaires du lieu indiqué par

l'indication géographique en question. L'article premier établit clairement que le juge peut en outre émettre des injonctions pour empêcher cet usage illicite, et accorder ou adopter toutes autres mesures correctives civiles qui s'avèreraient appropriées.

Les produits naturels et les produits de l'artisanat, comme par exemple les textiles, les fruits, les vins, le café, le bois et le thé, sont couverts par la définition de l'expression "indications géographiques" contenue dans la Loi.

B. BREVETS

2. *Toutes les catégories de produits font-elles l'objet d'une protection par brevet en vertu de votre législation ou y a-t-il des exceptions? Dans le second cas, veuillez indiquer de manière détaillée quels sont les différents types d'exceptions et en quoi ils sont compatibles avec l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC.*

La Loi de 1992 sur les brevets accorde la protection par brevet aux produits et aux procédés dans tous les domaines technologiques. Les exceptions à la brevetabilité figurent à l'article 1 3) de la Loi. Ces exceptions sont:

- a) les découvertes, les théories scientifiques et mathématiques;
- b) les variétés végétales ou animales ou les procédés essentiellement biologiques d'obtention de végétaux ou d'animaux, autres que les procédés microbiologiques et les produits résultant de ces procédés;
- c) les programmes, règles ou méthodes pour faire des affaires en accomplissant des actes purement mentaux ou en jouant à des jeux;
- d) les méthodes chirurgicales et thérapeutiques pour le traitement des personnes ou des animaux ainsi que les méthodes diagnostiques; cette disposition n'est pas applicable aux produits utilisés dans le cadre de ces méthodes;
- e) les simples communications de renseignements;
- f) les programmes d'ordinateur.

Le nouveau projet de Loi sur les brevets accorde également la protection aux inventions concernant les produits et les procédés dans tous les domaines technologiques. Toutefois, il existe des exceptions qui sont les suivantes:

- a) les découvertes, les théories scientifiques et mathématiques;
- b) les programmes, règles ou méthodes pour faire des affaires en accomplissant des actes purement mentaux ou en jouant à des jeux;
- c) les méthodes chirurgicales ou thérapeutiques pour le traitement des personnes ou des animaux, ainsi que les méthodes diagnostiques; cette disposition n'est pas applicable aux produits utilisés dans le cadre de ces méthodes;
- d) les inventions, dont il est nécessaire d'empêcher l'exploitation commerciale au Ghana pour protéger l'ordre public ou la moralité, y compris:

- i) pour protéger la vie ou la santé des personnes et des animaux ou préserver les végétaux; ou
- ii) pour éviter de graves atteintes à l'environnement; à condition que cette exclusion ne tienne pas uniquement au fait que l'exploitation est interdite par la législation;
- e) les végétaux et les animaux autres que les micro-organismes;
- f) les procédés biologiques de protection des végétaux ou des animaux, autres que les procédés non biologiques et les procédés microbiologiques;
- g) les variétés végétales.

L'article 27 de l'Accord sur les ADPIC définit trois exceptions à la règle de base en matière de brevetabilité. Il s'agit des inventions qui sont contraires à l'ordre public ou à la moralité, des méthodes diagnostiques, thérapeutiques et chirurgicales pour le traitement des personnes ou des animaux, et les végétaux et les animaux autres que les micro-organismes et les procédés essentiellement biologiques d'obtention de végétaux ou d'animaux, autres que les procédés non biologiques et microbiologiques.

Les découvertes, par exemple, ont été exclues essentiellement du fait qu'une personne qui fait une découverte ne crée rien. De même les programmes, règles ou méthodes permettant de faire des affaires concernent des instructions données au cerveau de l'homme qui ne peuvent pas être brevetées.

Conformément à l'article 27.3 b) un système *sui generis* a été prévu pour la protection des variétés végétales.

3. *Votre législation reconnaît-elle, conformément à l'article 27:1 lu conjointement avec l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC, que l'importation équivaut à "l'exploitation" d'un brevet (et exclut-elle, par conséquent, la concession de licences obligatoires si le produit est importé)?*

La Loi de 1992 sur les brevets, aux termes de l'article 45 1) permet la concession de licences obligatoire en cas de non-exploitation d'un brevet. La définition de "l'exploitation" figure à l'article 31 5) et se lit comme suit:

"Une invention brevetée est exploitée lorsqu'il y a fabrication du produit breveté ou si le procédé breveté est utilisé au Ghana par un établissement réel et sérieux et à une échelle qui est raisonnable compte tenu des circonstances, mais l'importation n'équivaut pas à l'exploitation."

Le projet de Loi sur les brevets comporte également des dispositions concernant la concession de licences obligatoires et l'utilisation par les organismes publics sans l'autorisation du détenteur de droit sous réserve toutefois des conditions visant à protéger les intérêts légitimes du détenteur de droit.

Les conditions visant à protéger les intérêts légitimes du détenteur de droit contenues dans le projet de loi sont pleinement conformes à l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC. Ces conditions sont également conformes aux prescriptions de l'article 27:1 de l'Accord sur les ADPIC en ce qui concerne la technologie et le fait que les produits soient importés ou soient d'origine nationale.

Les dispositions de l'article 14 1) du projet de Loi sur les brevets établissent expressément que le juge peut octroyer une licence non volontaire s'il a des preuves suffisantes que l'invention brevetée n'est pas exploitée ou est insuffisamment exploitée, par son exécution au niveau national ou par son importation au Ghana.

4. *Votre législation soumet-elle la concession de licences obligatoires à toutes les conditions énumérées à l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC? Veuillez en indiquer les dispositions pertinentes.*

La Loi de 1992 sur les brevets comporte des dispositions relatives à la concession de licences obligatoires. Ces dispositions ne remplissent toutefois pas toutes les conditions énumérées à l'article 31. Le projet de Loi sur les brevets contient également des dispositions relatives à la concession de licences obligatoires qui sont pleinement conformes à l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC. Les articles 13 et 14 du projet de Loi sur les brevets contiennent les conditions aux termes desquelles des licences obligatoires peuvent être concédées y compris pour l'utilisation par les pouvoirs publics ou des tiers autorisés par ceux-ci.

5. *Le principe du renversement de la charge de la preuve en cas de litige en matière de brevets de procédé est-il inscrit dans votre législation? Veuillez indiquer les dispositions pertinentes en la matière.*

L'article 62 de la Loi de 1992 sur les brevets concerne la présomption d'utilisation d'un procédé breveté. Cet article n'est cependant pas pleinement conforme aux prescriptions de l'article 34 de l'Accord sur les ADPIC. Les sous-sections 7 et 8 de l'article 8 du projet de Loi sur les brevets prévoient le principe du renversement de la charge de la preuve en cas de litige en matière de brevet de procédé. Leurs dispositions sont pleinement conformes à l'article 34 de l'Accord sur les ADPIC.

C. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

6. *Veuillez indiquer de manière détaillée si votre législation garantit que les données non divulguées résultant d'essais ou d'autres données communiquées par le déposant à l'organisme public compétent dans le cadre de la procédure d'autorisation de mise sur le marché d'un produit pharmaceutique ou d'un produit chimique pour l'agriculture sont protégées contre la divulgation et l'exploitation déloyale dans le commerce par un concurrent, en interdisant, par exemple, à un second déposant d'invoquer ou de mentionner les données initiales du premier déposant lorsqu'il demande ultérieurement une autorisation de mise sur le marché pour son propre produit. Votre législation prévoit-elle des exceptions en la matière? Dans l'affirmative, dans quelles conditions ces exceptions seraient-elles applicables? Votre législation prévoit-elle une période déterminée de protection des données non divulguées résultant d'essais ou d'autres données communiquées par le premier déposant?*

La Loi de 2000 sur la protection contre la concurrence déloyale, Loi n° 589, prévoit la protection des données non divulguées résultant d'essais ou d'autres données communiquées à l'organisme public dans le cadre de la procédure d'autorisation de mise sur le marché d'un produit pharmaceutique ou d'un produit chimique pour l'agriculture qui utilise de nouveaux composants chimiques. La disposition pertinente est l'article 5 4) qui établit l'existence de concurrence déloyale lorsqu'un acte ou une pratique aboutit à l'exploitation déloyale dans le commerce de données secrètes résultant d'essais ou d'autres données secrètes qui ont été communiquées à une autorité compétente aux fins d'obtenir l'autorisation de mise sur le marché d'un produit pharmaceutique ou d'un produit chimique pour l'agriculture qui utilise de nouveaux composants chimiques. La sous-section 4, paragraphe b) de l'article 5 contient les exceptions à la divulgation. Ces exceptions concernent les cas où il est nécessaire de protéger le public et prévoient les mesures à prendre pour faire en sorte que les données soient protégées contre leur exploitation déloyale dans le commerce. La législation relative aux renseignements non divulgués ne fixe pas de période déterminée pour la protection des données non divulguées résultant d'essais ou d'autres données non divulguées.

D. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS

7. *Veillez indiquer les mesures correctives prévues par votre législation qui permettent de prévenir efficacement les atteintes aux droits de propriété intellectuelle.*

Les mesures correctives prévues par la législation et qui sont des moyens de dissuasion au regard des atteintes aux droits de propriété intellectuelle, sont les suivantes:

- a) l'emprisonnement;
- b) les amendes;
- c) la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises de contrefaçon et des matériaux et instruments ayant servi à les produire.

Marques de fabrique ou de commerce

La Loi sur les marques de fabrique ou de commerce ne prévoit pas de procédures pénales ni de peines applicables pour les actes délibérés de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce comme le prescrit l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC. Toutefois, l'article premier de la Loi sur les marques des produits considère comme un délit le fait d'appliquer fallacieusement à des marchandises une marque de fabrique ou de commerce ou toute marque dont la ressemblance à une marque de fabrique ou de commerce est telle, qu'elle est susceptible d'induire en erreur. Aux termes de la compétence générale des tribunaux, les juges sont habilités à accorder des dommages-intérêts pour atteinte à un droit, ou si le requérant le désire, un compte de recouvrement du profit. L'octroi de dommages-intérêts s'accompagne habituellement d'un ordre de paiement des frais de justice encourus par la partie gagnante. Le projet de Loi sur les marques de fabrique ou de commerce prévoit des sanctions au regard de la contrefaçon et prévoit une amende ou l'emprisonnement pour les actes délibérés de contrefaçon.

Brevets

La Loi de 1992 sur les brevets prévoit spécifiquement l'octroi de dommages-intérêts à l'article 59. La Loi sur les brevets prévoit également une amende ou une période d'emprisonnement maximale de deux ans dans le cas d'acte délibéré de contrefaçon d'un brevet. Le projet de Loi sur les brevets comporte également des dispositions aux termes desquelles les actes délibérés de contrefaçon d'un brevet sont passibles d'amende ou d'emprisonnement.

Dessins et modèles industriels

L'article 22 du projet de Loi sur les dessins et modèles industriels établit que le fait de commettre un acte figurant à l'article 9 du projet de loi constitue une atteinte à un droit. La peine qui en découle est une amende ou une période d'emprisonnement maximale de deux ans, ou une combinaison des deux.

Schémas de configuration

L'article 15 du projet de Loi sur les schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés considère comme un délit le fait d'accomplir sciemment un acte qui est illicite aux termes de l'article 4 du projet de loi. La peine qui en découle est une amende ou une période d'emprisonnement de deux ans. Le tribunal peut ordonner la saisie, la confiscation et la destruction des schémas de configuration de circuits intégrés ou des articles concernés, et de tous matériaux et instruments ayant essentiellement servi à commettre le délit.

Variétés végétales

Le projet de Loi sur les variétés végétales prévoit une amende ou une période d'emprisonnement maximale de deux ans en cas de non-respect des obligations ou d'utilisation abusive d'une dénomination de variété végétale.

Droit d'auteur

Les articles 43 à 45 de la Loi actuelle sur le droit d'auteur, Loi CPDN n° 110 de 1985 prévoient des mesures correctives civiles et pénales. Les mesures correctives civiles comportent l'octroi de dommages-intérêts, des ordres interlocutoires comme les injonctions, les ordonnances de type Anton Pillar, etc. Les sanctions pénales actuellement prévues au titre de la Loi de 1985 ne s'avèrent pas suffisamment dissuasives. Les juges ont tendance à prononcer des sanctions fiscales plutôt que des sentences d'emprisonnement. Le nouveau projet de Loi sur le droit d'auteur actuellement examiné par le Parlement prévoit des sanctions pénales renforcées - un condamné peut se voir infliger une sentence d'emprisonnement maximale de cinq ans et il est prévu des amendes proportionnelles au niveau de la sentence.

8. *Veillez décrire toute initiative nouvelle prévue pour améliorer le respect des droits de propriété intellectuelle dans votre pays, notamment au plan pénal.*

Le Président de la Cour Suprême a récemment émis des directives ayant pour effet que les affaires concernant l'atteinte aux droits de propriété intellectuelle soient traitées par des tribunaux spécialisés en la matière qui ont été créés pour juger ces questions dans les moindres délais.

E. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

9. *Veillez indiquer comment votre législation met en œuvre l'article 62:2 de l'Accord sur les ADPIC. Veillez préciser le délai moyen nécessaire pour l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce. Veillez indiquer les dispositions législatives pertinentes.*

Un projet de Loi sur les marques de fabrique ou de commerce doit être soumis au Parlement cette année. Ce projet de loi est pleinement conforme aux obligations découlant de l'Accord sur les ADPIC. Le délai moyen nécessaire pour l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce est d'environ six mois.

10. *Veillez indiquer de manière détaillée comment le Ghana protège les marques de service, en citant les dispositions législatives pertinentes.*

La Loi sur les marques de fabrique ou de commerce ne comporte pas de dispositions concernant les marques de service. Toutefois, le projet de Loi sur les marques de fabrique ou de commerce contient des dispositions concernant les marques de service. Les marques de service, lorsqu'elles sont enregistrées, sont protégées pendant une période de dix ans renouvelable pour une période consécutive de dix ans aux termes du projet de Loi sur les marques de fabrique ou de commerce.

ÉTATS-UNIS

A. QUESTION D'ORDRE GÉNÉRAL

1. *Veillez décrire, en ce qui concerne chaque forme de propriété intellectuelle visée par l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, la façon dont le traitement*

national et le traitement de la nation la plus favorisée sont appliqués aux ressortissants des autres Membres de l'OMC.

La législation relative à la propriété intellectuelle ne comporte pas de dispositions concernant le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. *Veuillez expliquer de quelle façon la législation du Ghana en matière de droit d'auteur protège les programmes d'ordinateur en tant qu'œuvres littéraires, ainsi que les compilations de données, comme l'exige l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC.*

Loi existante

La Loi CPDN n° 110 a été adoptée en 1985 et n'a pas particulièrement prévu la protection des programmes d'ordinateur en tant qu'œuvres littéraires au Ghana. Toutefois, dans la pratique, les programmes d'ordinateur sont protégés en tant qu'œuvres littéraires au Ghana.

Projet de loi

Le nouveau projet de Loi sur le droit d'auteur actuellement examiné par le Parlement comble cette lacune. Le projet de loi stipule que les programmes d'ordinateur doivent être protégés en tant qu'œuvres littéraires. La Loi sur le droit d'auteur protège les compilations de données qui ont un caractère original et qui impliquent certains éléments de créativité comme les répertoires, les anthologies, etc.

3. *L'article 11 de l'Accord sur les ADPIC exige que des droits de location soient accordés en ce qui concerne les programmes d'ordinateur et les œuvres cinématographiques. Veuillez citer la disposition correspondante de la législation du Ghana en matière de droit d'auteur.*

Loi existante

La Loi actuelle ne comporte pas de dispositions en ce sens.

Projet de loi

La clause 5 e) du nouveau projet de Loi sur le droit d'auteur prévoit des droits de location pour les œuvres audiovisuelles et les programmes d'ordinateur.

4. *Veuillez décrire la protection offerte par la législation du Ghana en matière de droit d'auteur aux artistes interprètes ou exécutants et indiquer la durée de la protection.*

Loi existante

La Loi actuelle sur le droit d'auteur incorpore la protection qui est accordée aux artistes interprètes ou exécutants aux termes de la Convention de Rome de 1961.

Projet de loi

Le nouveau projet de loi, toutefois, incorpore des éléments de la Convention de Rome et du Traité de l'OMPI sur les artistes interprètes ou exécutants et les phonogrammes (WPPT).

5. *L'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC précise que les producteurs de phonogrammes jouissent du droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte de leurs phonogrammes. Cet article exige donc que les Membres accordent aux producteurs de phonogrammes le droit d'autoriser ou d'interdire la location commerciale au public d'originaux ou de copies de leurs phonogrammes. Veuillez décrire de quelle façon la législation du Ghana en matière de droit d'auteur met en œuvre l'article 14:2 et indiquer la durée de la protection.*

L'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC concernant la protection des producteurs de phonogrammes est incorporé dans le nouveau projet de Loi sur le droit d'auteur, mais pas dans la Loi actuelle sur le droit d'auteur.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

6. *Veuillez décrire les signes susceptibles d'être enregistrés comme marques de fabrique ou de commerce en vertu de la législation du Ghana en matière de marques de fabrique ou de commerce.*

Loi existante

Dans la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, la marque est définie de la manière suivante: la marque comporte un dispositif, un en tête commercial, une étiquette de label, un nom, une signature, un mot, une lettre, un chiffre ou toute combinaison de ceux-ci. Aux termes de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, une marque doit être enregistrée pour être susceptible d'être protégée. Les articles 9 et 10 de la Loi fixent les conditions d'enregistrement de la marque. Une marque de fabrique ou de commerce est susceptible d'être enregistrée aux termes de l'article 9 de la Loi dès lors qu'elle contient ou comporte au moins un des éléments suivants:

- a) le nom d'une société, particulier ou entreprise, représenté d'une manière spéciale ou particulière;
- b) la signature du demandeur de l'enregistrement ou d'une personne qui a assumé antérieurement ses fonctions;
- c) un ou des mot(s) inventé(s);
- d) un ou des mot(s) n'ayant aucun rapport direct avec le caractère ou la qualité des marchandises et qui, d'après le sens qui lui est couramment donné, n'est ni un nom géographique, ni un nom de famille;
- e) toute autre marque distinctive.

Les dispositions de l'article 10 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce prévoient une autre forme possible pour l'enregistrement fondée sur le caractère "propre à distinguer" de la marque, par opposition à "en soi propre à distinguer".

Projet de loi

Le projet de Loi sur les marques de fabrique ou de commerce définit la marque en tant que tout signe ou combinaison de signes propre à distinguer les produits ou les services d'une entreprise des produits ou des services d'autres entreprises, y compris des mots comme les noms de personnes, les lettres, les chiffres et les éléments figuratifs.

Aux termes du projet de Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, une marque de fabrique ou de commerce est susceptible d'être enregistrée si elle est propre à distinguer les produits

ou les services du demandeur, des produits ou des services d'autres entreprises. La marque ne doit pas être contraire à l'ordre public ou à la moralité et ne doit pas être de nature à induire en erreur les consommateurs ou les cercles de commerce quant à l'origine ou aux autres caractéristiques des produits. Une marque ne peut pas être enregistrée s'il s'agit de la marque d'un organisme d'État ou d'une organisation internationale intergouvernementale, sauf avec leur autorisation. Enfin, aux termes du projet de loi, une marque ne sera pas enregistrée s'il s'agit d'une marque notoirement connue.

7. *Veillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce au Ghana, citer les dispositions législatives pertinentes et décrire les droits que le titulaire d'une marque enregistrée peut exercer.*

Loi existante

La procédure d'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce est décrite dans le Règlement n° L1667 de 1970 relatif aux marques de fabrique ou de commerce. Cette procédure est la suivante:

- i) La demande doit être présentée dans la forme prescrite (TM n° 2).
- ii) La demande doit comporter les indications suivantes:
 - a) la demande s'inscrit dans la partie A du Registre; (le Registre des marques de fabrique ou de commerce est divisé en deux parties: la partie A et la partie B);
 - b) le demandeur doit désigner un représentant de la marque sur la forme (règle 2 du Règlement n° LI 667);
 - c) la classification désirée et les produits concernés;
 - d) le nom et la nationalité de l'entité demandant l'enregistrement de la marque.
- iii) Quatre (4) représentations de la marque.
- iv) Lorsqu'un avocat/agent est nommé pour procéder au dépôt de la demande d'enregistrement, la forme autorisant l'agent doit être jointe au dossier (TM n° 1).
- v) Le paiement du droit d'enregistrement de 150 dollars EU doit être joint à la demande.

Le Bureau de la propriété intellectuelle procède à un examen approfondi de la demande avant d'autoriser ou de refuser l'enregistrement. Le demandeur peut être invité à procéder à des modifications. Toutes les demandes sont publiées au Bulletin d'information officielle sur le commerce et l'industrie aux fins d'éventuelles oppositions.

La marque est inscrite au Registre des marques de fabrique ou de commerce s'il n'y est pas fait opposition ou lorsque l'opposition a été retirée.

Les droits conférés au propriétaire enregistré de la marque de fabrique ou de commerce figurent aux articles 4 et 5 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce en ces termes:

Article 4 1). Sous réserve des dispositions du présent article, et des articles 7 et 8 de la présente loi, l'enregistrement (tant antérieur que postérieur à la prise d'effet de la présente loi) d'une personne dans la partie A du registre au titre de propriétaire d'une marque de fabrique ou de

commerce (autre qu'une marque de certification) au regard de tout produit, confèrera ou sera réputé conférer à cette personne, s'il est valide, le droit exclusif d'utiliser la marque de fabrique ou de commerce en relation avec ces produits.

Sans préjuger des termes généraux de la sous-section 1) du présent article, le droit auquel se rapporte cette sous-section sera réputé avoir été enfreint par toute personne qui, n'étant pas le propriétaire de la marque de fabrique ou de commerce ni un utilisateur autorisé de celle-ci l'utilisant de la manière dont il est autorisé à le faire, utilise une marque identique à celle-ci ou ayant une telle ressemblance avec celle-ci qu'elle est susceptible d'induire en erreur ou de prêter à confusion, au cours d'opérations commerciales en relation avec tout produit au regard duquel elle a été enregistrée, et de manière à rendre l'utilisation de la marque susceptible d'être prise soit:

- a) comme étant utilisée en tant que marque de fabrique ou de commerce; soit
- b) dans le cas où elle est utilisée sur des produits ou en rapport physique avec ceux-ci ou dans une circulaire publicitaire ou autre publicité adressée au public, pour signifier la référence à une personne disposant du droit soit au titre de propriétaire, soit au titre d'utilisateur enregistré pour utiliser la marque de fabrique ou de commerce, ou à des produits avec lesquels cette personne a des rapports au cours d'opérations commerciales.

Le droit d'utilisation d'une marque de fabrique ou de commerce conféré par l'enregistrement en vertu du présent article est sous réserve de toutes les conditions ou limitations inscrites sur le registre, et ne sera pas présumé être enfreint de quelque manière que ce soit, par l'utilisation de toute marque telle qu'il y est fait référence à la sous-section 2) du présent article, en rapport avec des produits destinés à la vente ou commercialisés de toute autre manière en tout lieu, ou en rapport avec des produits destinés à l'exportation à destination de tout marché, ou dans toute autre circonstance, auxquels, eu égard à ces limitations, l'enregistrement n'est pas étendu.

Article 5 1). Sauf dispositions figurant à la sous-section 2) du présent article, l'enregistrement (qu'il soit antérieur ou postérieur à la prise d'effet de la présente loi) d'une personne dans la partie B du registre en tant que propriétaire d'une marque de fabrique ou de commerce au regard de tout produit confèrera ou sera présumé conférer à cette personne, s'il est valide, le même droit au regard de ces produits que si l'enregistrement avait été fait dans la partie A du registre, et les dispositions de l'article 4 de la présente loi auront effet de la même manière au regard d'une marque enregistrée dans la partie B du registre qu'elles ont effet au regard d'une marque de fabrique ou de commerce enregistrée dans la partie A du registre.

Projet de loi

Le projet de Loi sur les marques de fabrique ou de commerce contient également la procédure d'enregistrement des marques. Cette procédure est la suivante:

La demande d'enregistrement d'une marque doit être déposée auprès de l'Office d'enregistrement et contenir une demande, une reproduction de la marque et la liste des produits pour lesquels l'enregistrement de la marque est demandé, regroupés dans la ou les classe(s) de la Classification internationale qui leur est (sont) applicable(s). La demande d'enregistrement doit être accompagnée du paiement du droit prescrit.

La demande peut contenir une déclaration revendiquant le droit de priorité d'une précédente demande déposée au niveau national ou régional par le demandeur ou son prédécesseur pour tout état ou toute partie signataire de la Convention de Paris ou Membre de l'Organisation mondiale du commerce.

L'Office d'enregistrement doit examiner la demande et, si toutes les formalités et la Loi ont été respectées, la demande est publiée. Si aucune opposition n'est faite à l'enregistrement de la marque dans le délai prescrit, ou s'il a été fait opposition à l'enregistrement de la marque et qu'au regard de l'opposition, la décision est prise en faveur du demandeur de l'enregistrement, l'Office d'enregistrement enregistre la marque.

Le projet de Loi sur les marques de fabrique ou de commerce confère au propriétaire de la marque le droit d'utiliser la marque pour tous les produits pour lesquels elle a été enregistrée. Le propriétaire enregistré de la marque a également le droit d'intenter des actions en justice à l'encontre de quiconque porte atteinte au droit attaché à la marque en l'utilisant sans son consentement, ou accomplit des actes susceptibles d'entraîner une atteinte à son droit. Ce droit s'étend à l'utilisation d'un signe similaire à la marque enregistrée et à l'utilisation en rapport avec des produits similaires à ceux pour lesquels la marque a été enregistrée.

L'enregistrement d'une marque porte sur une période de dix ans renouvelable par périodes consécutives de dix ans moyennant le paiement du droit prescrit.

8. *Veillez indiquer la durée et les modalités de la protection offerte par la législation du Ghana en matière de marques de fabrique ou de commerce à l'égard de telles marques.*

Loi existante

La Loi sur les marques de fabrique ou de commerce aux termes de l'article 20 prévoit une durée de sept ans renouvelable par périodes consécutives de sept ans moyennant le paiement du droit prescrit.

Projet de loi

Le projet de Loi sur les marques de fabrique ou de commerce prévoit une durée de dix ans renouvelable par périodes consécutives de dix ans sous réserve du paiement du droit de renouvellement prescrit.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

9. *Veillez décrire en détail de quelle manière les lois du Ghana entérinent et protègent les indications géographiques, ainsi que l'exige l'article 22:2 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées.*

Il n'existait pas de Loi sur la protection des indications géographiques. Pour se conformer à l'Accord sur les ADPIC, un projet de Loi sur les indications géographiques va être prochainement soumis au Parlement. Le projet de Loi sur les indications géographiques incorpore les articles 22 à 24 de l'Accord sur les ADPIC. Le projet de Loi sur les indications géographiques comporte quatre parties qui sont les suivantes:

- 1) Protection des indications géographiques.
- 2) Enregistrement des indications géographiques.
- 3) Dispositions particulières concernant les marques.
- 4) Règlements et interprétations.

L'article premier du projet de Loi sur les indications géographiques établit expressément que des procédures civiles peuvent être entamées pour prévenir l'utilisation illicite des indications géographiques. Les sous-sections 1 a) et b) de l'article premier sont conformes à l'article 22.2 a) et b) et à l'article 23:1 de l'Accord sur les ADPIC qui permettent aux parties intéressées d'empêcher l'utilisation d'indications d'une manière qui induit le public en erreur et qui constitue un acte de concurrence déloyale au sens de l'article 10*bis* de la Convention de Paris ou d'indications géographiques identifiant des vins ou des spiritueux qui ne sont pas originaires du lieu indiqué par l'indication géographique en question. L'article premier établit clairement que le juge peut non seulement émettre des injonctions pour prévenir cette utilisation illicite, mais également accorder ou adopter toutes mesures correctives civiles qui s'avèreraient appropriées.

Les produits naturels et les produits de l'artisanat comme les textiles, les fruits, les vins, le café, le bois et le thé, sont couverts par la définition des indications géographiques contenue dans la Loi.

10. *Veuillez décrire en détail de quelle manière est offert le niveau plus élevé de protection des indications géographiques pour les vins et les spiritueux exigé par l'article 23:2 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées pour ces produits.*

Le projet de Loi sur les indications géographiques ne prévoit pas de niveau plus élevé de protection pour les vins et les spiritueux.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

11. *Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'obtention de la protection des dessins et modèles de textiles et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.*

Le Décret de 1973 sur les dessins et modèles de textiles (enregistrement) prévoit un système d'enregistrement, la publication des demandes d'enregistrement, une procédure d'opposition et une protection de cinq ans renouvelable pour deux périodes consécutives de cinq ans chacune pour les dessins et modèles de textiles.

Pour obtenir la protection des dessins et modèles de textiles, l'article 3 1) du Décret sur les dessins et modèles de textiles (enregistrement), Décret NRCD n° 213 de 1973, exige que la demande soit déposée dans la forme prescrite auprès de l'Office d'enregistrement. L'article 3 2) de la Loi habilite l'Office d'enregistrement à effectuer les recherches et à demander les renseignements qu'il peut estimer appropriés. Lorsque la demande d'enregistrement d'un dessin ou modèle de textile est acceptée, l'article 6 1) de la Loi exige que la demande d'enregistrement soit publiée dans le Journal officiel aux fins d'une éventuelle opposition. S'il n'y a pas d'opposition, l'office d'enregistrement, sous réserve du paiement du droit prescrit, enregistre le dessin ou le modèle de textile conformément aux prescriptions de l'article 7 1) de la Loi.

Les dessins et modèles de textiles sont protégés au titre du projet de Loi sur les dessins et modèles industriels. Aux termes de l'article 5 du projet de loi, toute personne peut demander à l'Office d'enregistrement d'enregistrer un dessin ou un modèle industriel. La demande d'enregistrement doit contenir entre autres choses, des dessins, photos ou autres représentations graphiques adéquates de l'article incorporant le dessin ou modèle industriel.

Les articles 6 à 8 du projet de loi exigent que l'Office d'enregistrement examine le dessin ou modèle et s'il a les preuves que les prescriptions de la Loi ont été respectées et que le droit d'enregistrement prescrit a été payé, il enregistre le dessin ou modèle de textile et en fait annonce dans

le Journal officiel, et il délivre au demandeur un certificat d'enregistrement du dessin ou modèle de textile.

Lorsqu'il est fait opposition à l'enregistrement du dessin ou modèle de textile à la suite de la publication au Journal officiel, l'Office d'enregistrement doit envoyer une copie de l'avis d'opposition au candidat à l'enregistrement, lequel doit dans le délai et dans la forme prescrits, envoyer une déclaration contradictoire exposant les motifs sur lesquels le candidat appuie sa demande. L'Office d'enregistrement doit entendre les parties si l'une d'entre elles ou les deux souhaite(nt) être entendue(s) et après avoir examiné l'affaire sur le fond, il décide de la suite à donner à la demande d'enregistrement. La durée de l'enregistrement d'un dessin ou modèle de textile aux termes de l'article 10 s'étend sur une période de cinq ans renouvelable pour deux nouvelles périodes consécutives de cinq ans moyennant le paiement du droit prescrit.

F. BREVETS

12. *Veillez décrire en détail la façon dont la législation du Ghana en matière de brevets met en œuvre l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC, indiquer les objets exclus de la brevetabilité et donner des détails concernant la protection des micro-organismes, des procédés non biologiques et microbiologiques et des variétés végétales. Veillez citer les dispositions législatives pertinentes.*

La Loi sur les brevets, Loi CPDN n° 305A prévoit la protection par brevet dans tous les domaines technologiques et une durée du brevet de dix ans renouvelable sous réserve de son exploitation nationale pour deux périodes consécutives de cinq ans. L'article 1 3) de la Loi sur les brevets établit que seront exclus de la brevetabilité:

- a) les méthodes chirurgicales et thérapeutiques pour le traitement des personnes ou des animaux ainsi que les méthodes diagnostiques;
- b) les variétés végétales ou animales ou les procédés essentiellement biologiques d'obtention de végétaux ou d'animaux.

L'article 6 de la Loi sur les brevets exclut également les inventions dont il est nécessaire d'empêcher l'exploitation commerciale au Ghana pour protéger l'ordre public ou la moralité.

Le projet de Loi sur les brevets prévoit la protection par brevet de toute invention, qu'il s'agisse de produits ou de procédés dans tous les domaines technologiques.

Le projet de loi permet de jouir de droits de brevet sans discrimination quant au lieu d'origine de l'invention, au domaine technologique et au fait que les produits sont importés ou sont d'origine nationale.

Des exclusions à la brevetabilité sont également prévues aux termes du projet de Loi sur les brevets. Celles-ci comprennent:

- a) les méthodes chirurgicales ou thérapeutiques pour le traitement des personnes ou des animaux ainsi que les méthodes diagnostiques; cette disposition ne s'applique pas aux produits utilisés dans l'application de ces méthodes;
- b) les inventions dont il est nécessaire d'empêcher l'exploitation commerciale au Ghana pour protéger l'ordre public ou la moralité, y compris:
 - i) pour protéger la vie ou la santé des personnes et des animaux ou préserver les végétaux; ou

- ii) pour éviter de graves atteintes à l'environnement;
- c) les procédés biologiques de protection des végétaux ou des animaux, autres que les procédés non biologiques;
- d) les variétés végétales.

Le projet de Loi sur les brevets accorde la protection par brevet aux micro-organismes et aux procédés non biologiques et microbiologiques. Les dispositions qui excluent de la brevetabilité certaines inventions ne s'appliquent pas aux micro-organismes, ni aux procédés non biologiques ni aux procédés microbiologiques.

Le projet de Loi sur les brevets est pleinement conforme à l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC.

Les variétés végétales seront protégées par un système *sui generis* efficace. Le projet de loi sera prochainement soumis au Parlement.

13. *Veillez décrire en détail les droits dont jouissent les titulaires de brevets aux termes de la législation du Ghana en matière de brevets et citer les dispositions législatives pertinentes.*

L'article 28 de la Loi de 1992 sur les brevets confère au titulaire du brevet les droits exclusifs suivants: dans le cas où l'objet du brevet est un produit, empêcher des tiers d'accomplir les actes ci-après: fabriquer, utiliser, offrir à la vente, vendre ou importer à ces fins ce produit.

Dans le cas où l'objet du brevet est un procédé, empêcher des tiers d'accomplir les actes consistant à utiliser, offrir à la vente, vendre ou importer à ces fins au moins le produit obtenu directement par ce procédé.

Le projet de Loi sur les brevets comporte également des dispositions relatives aux droits conférés au titulaire du brevet.

Aux termes du projet de Loi sur les brevets, l'exploitation d'un brevet requiert le consentement de son propriétaire. Le projet de loi définit le terme "exploitation" comme s'entendant comme suit:

- a) si l'objet du brevet est un produit, il s'entend:
 - i) de la fabrication, de l'importation, de l'offre à la vente, de la vente et de l'utilisation du produit;
 - ii) du stockage du produit aux fins de l'offrir à la vente, de le vendre ou de l'utiliser;
- b) si l'objet du brevet est un procédé, il s'entend:
 - i) de l'utilisation du procédé; ou
 - ii) de l'accomplissement de tout acte mentionné au paragraphe a) concernant un produit obtenu directement par ce procédé.

Les dispositions contenues dans le projet de loi autorisent également le propriétaire du brevet à intenter des actions en justice à l'encontre de toute personne qui porte atteinte au brevet en accomplissant tout acte mentionné ci-dessus ou qui accomplit des actes susceptibles de lui porter atteinte.

Les dispositions du projet de loi sont pleinement conformes à l'article 28 de l'Accord sur les ADPIC.

14. Veuillez expliquer de façon détaillée et citer toute disposition législative du Ghana permettant l'utilisation d'un brevet sans autorisation et décrire en détail les conditions dans lesquelles une telle utilisation peut avoir lieu.

La Loi de 1992 sur les brevets comporte des dispositions permettant l'utilisation d'un brevet sans autorisation.

L'article 30 de la Loi de 1992 sur les brevets énumère les circonstances dans lesquelles la Loi permet l'utilisation d'un brevet sans autorisation. Celles-ci comprennent les actes accomplis aux fins de la recherche scientifique; les actes concernant des articles qui ont été mis sur le marché du Ghana par le titulaire du brevet ou avec son consentement exprès, et l'utilisation d'articles sur les avions, les véhicules terrestres ou les navires d'autres pays qui entrent de manière temporaire ou accidentelle dans l'espace aérien, le territoire ou les eaux territoriales du Ghana.

L'utilisation d'un brevet sans autorisation est également permise aux termes des articles 45, 46 et 47 de la Loi sur les brevets au moyen du régime de licences obligatoire dans les circonstances suivantes:

- i) délivrance de licence obligatoire en cas de non-exploitation du brevet;
- ii) délivrance de licence obligatoire fondée sur l'interdépendance des brevets;
- iii) délivrance de licence obligatoire pour les produits et procédés déclarés être d'une importance vitale.

La Loi de 1992 sur les brevets aux termes de l'article 54 autorise également l'exploitation des inventions brevetées par les pouvoirs publics ou des tiers autorisés par ceux-ci.

Les dispositions concernant les licences obligatoires ne sont pas pleinement conformes à l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC.

Le projet de Loi sur les brevets comporte des dispositions relatives à l'utilisation des brevets sans autorisation.

Les circonstances dans lesquelles l'utilisation d'un brevet sans autorisation est permise aux termes du projet de loi sont les suivantes:

- a) les actes concernant des articles qui ont été mis sur le marché dans quelque pays que ce soit par le titulaire du brevet ou avec son consentement.

Cette disposition se rapporte à l'épuisement des droits des brevets. Aux termes de ce principe, dès qu'un article breveté a été mis légalement sur le marché, le droit du propriétaire du brevet au regard de ce produit est épuisé. L'Accord sur les ADPIC dans son article 6 n'établit pas le niveau d'épuisement que les membres doivent adopter, sous réserve de ses prescriptions relatives au traitement national et au traitement de la nation la plus favorisée.

- b) l'utilisation d'articles sur les avions, les véhicules ou les navires d'autres pays qui entrent de manière temporaire ou accidentelle dans l'espace aérien, le territoire ou les eaux territoriales du Ghana.

Cette disposition vise à éviter les situations où l'exercice du droit exclusif pourrait être préjudiciable à l'intérêt public dans le maintien de la libre circulation des navires et des avions.

- c) les actes accomplis uniquement à des fins expérimentales se rapportant à l'invention brevetée.

Cette disposition concerne les actes accomplis à des fins non commerciales.

- d) les actes accomplis par une personne qui en toute bonne foi, au Ghana et avant la date de dépôt de la demande ou, dans le cas où la priorité est revendiquée, avant la date de priorité de la demande à laquelle le brevet est délivré, utilisait l'invention ou projetait effectivement et sérieusement de l'utiliser.

Cette limitation reconnaît le droit de l'utilisateur antérieur établi par une véritable utilisation antérieure ou par des préparatifs sérieux pour l'utiliser sur le territoire du Ghana. Ce droit n'est pas étendu à l'utilisation qui par nature ou par son objectif est différente de l'utilisation antérieure réelle ou de l'utilisation antérieurement envisagée dans le cas de préparatifs pour l'utiliser.

Le projet de Loi sur les brevets comporte des dispositions relatives à la délivrance de licence obligatoire et à l'utilisation par les pouvoirs publics sans l'autorisation du détenteur du droit.

L'utilisation par les pouvoirs publics et la délivrance obligatoire de licences d'utilisation des brevets aux termes du projet de Loi sur les brevets, sont sous réserve des conditions visant à protéger l'intérêt légitime du détenteur du droit. Ces conditions figurent à l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC et sont les suivantes:

- La demande d'autorisation d'utiliser l'objet du brevet doit être examinée sur la base des circonstances qui lui sont propres.
- Le candidat utilisateur doit s'être efforcé d'obtenir une licence volontaire suivant des conditions et modalités commerciales raisonnables et ses efforts n'ont pas abouti dans un délai raisonnable.
- La licence doit être non exclusive.
- L'utilisation doit être autorisée principalement pour l'approvisionnement du marché intérieur.
- Le détenteur du droit doit recevoir une rémunération adéquate selon le cas d'espèce, compte tenu de la valeur économique de l'autorisation.
- Le champ d'application et la durée de cette utilisation sans autorisation du détenteur du droit doivent être limités à l'objectif pour lequel elle a été autorisée.
- La décision concernant l'autorisation de l'utilisation et la rémunération pourra faire l'objet d'une révision judiciaire.

15. *Quelle est la durée de la protection offerte par la législation du Ghana en matière de brevets? Veuillez expliquer et citer toute disposition législative prévoyant une prorogation du délai de protection.*

L'article 31 de la Loi de 1992 sur les brevets, Loi CPDN n° 305A prévoit la protection pour une durée de dix ans renouvelable, sous réserve de leur utilisation locale, pour deux périodes consécutives de cinq ans chacune. Il n'existe pas de prolongation de la durée de protection aux termes de la Loi de 1992 sur les brevets.

Le projet de Loi sur les brevets accorde une durée de protection de 20 ans à compter de la date de dépôt de la demande de brevet. Il n'est pas prévu de prolongation de la durée de protection aux termes du projet de Loi sur les brevets.

G. SCHEMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTEGRES

16. *Veuillez décrire en détail la protection offerte par les lois du Ghana à l'égard des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés, indiquer la durée de la protection et citer les dispositions législatives pertinentes.*

Le projet de Loi sur les schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés prévoit la protection des schémas de configuration qui sont originaux en ce sens qu'ils résultent de l'effort intellectuel personnel de leur créateur et ne sont pas déjà connus des créateurs de schémas de configuration et des fabricants de circuits intégrés au moment de leur création. La durée de protection est de dix ans au lieu de huit ans comme le prescrit l'Accord sur la propriété intellectuelle en matière de circuits intégrés. Les droits exclusifs prévus dans le projet de loi comprennent les droits de reproduction, de vente et d'importation, de vente et de distribution de toute autre manière à des fins commerciales. Le projet de loi protège également les articles contenant des circuits intégrés de contrefaçon. Les dispositions de la Loi sur les schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés sont pleinement conformes aux articles 36 et 38 de l'Accord sur les ADPIC.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUES

17. *Veuillez décrire en détail la façon dont les lois du Ghana assurent la protection des renseignements non divulgués, ainsi que l'exige l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC, et citer les dispositions législatives pertinentes.*

La Loi de 2000 sur la protection contre la concurrence déloyale, Loi n° 589, prévoit la protection des renseignements non divulgués.

L'article 5 de la Loi sur la protection contre la concurrence déloyale est fondée sur l'article 39 de l'Accord sur les ADPIC qui traite des renseignements secrets.

L'article 5 3) de la Loi établit que la protection s'applique aux renseignements qui sont secrets, qui ont une valeur commerciale parce qu'ils sont secrets et qui ont fait l'objet de dispositions raisonnables destinées à les garder secrets.

L'article 5 1) n'exige pas que les renseignements non divulgués soient traités comme une forme de propriété, mais elle exige par contre, que la personne qui en a licitement le contrôle ait la possibilité d'empêcher qu'ils soient divulgués à des tiers ou acquis ou utilisés par des tiers sans son consentement d'une manière qui est contraire aux pratiques loyales du commerce.

Aux termes de l'article 8 1) de la Loi, une personne peut demander réparation pour tout acte consistant à pratiquer des activités industrielles ou commerciales aboutissant à la divulgation,

l'acquisition ou l'utilisation de ses renseignements secrets par un tiers, sans son consentement, et d'une manière qui est contraire aux pratiques loyales du commerce. Les mesures correctives offertes à la personne qui intente une action en concurrence déloyale sont les suivantes:

- a) l'ordre d'injonction pour empêcher de commettre ou pour faire cesser l'acte de concurrence déloyale;
- b) une ordonnance visant à empêcher les actes illicites ou à sauvegarder les éléments de preuve pertinents;
- c) l'octroi de dommages-intérêts à titre compensatoire;
- d) toute autre mesure corrective que le juge peut estimer approprié d'ordonner.

18. *Veuillez décrire en détail la façon dont le Ghana protège les données résultant d'essais qui sont communiquées au gouvernement relativement aux produits pharmaceutiques et aux produits chimiques pour l'agriculture aux fins d'approbation de la commercialisation de ces produits au Ghana, et citer les dispositions législatives pertinentes.*

L'article 5 4) de la Loi sur la protection contre la concurrence déloyale comporte des dispositions pour la protection des données résultant d'essais et autres données non divulguées qui doivent être communiquées aux organes statutaires chargés d'autoriser la mise sur le marché des produits pharmaceutiques et des produits chimiques pour l'agriculture qui utilisent de nouveaux éléments chimiques. Les exceptions à la protection des données résultant d'essais et autres données figurent à l'article 5 4) b) selon lequel il est possible de les divulguer lorsque cela est nécessaire pour protéger le public et également lorsque des mesures sont prises pour faire en sorte que les données soient protégées contre leur utilisation déloyale à des fins commerciales.

Des mesures correctives civiles sont offertes à la personne lésée dont les données secrètes résultant d'essais ou autres données ont été divulguées. L'article 8 1) autorise la personne lésée à intenter une action pour obtenir:

- a) un ordre d'injonction pour empêcher l'accomplissement de l'acte de concurrence déloyale ou pour le faire cesser;
- b) une ordonnance provisoire pour prévenir les actes illicites ou pour sauvegarder les éléments de preuve pertinents;
- c) l'octroi de dommages-intérêts à titre de compensation; et
- d) toute autre mesure corrective que le juge pourra estimer approprié d'ordonner.

Les articles 5 4) et 8 1) de la Loi sur la protection contre la concurrence déloyale sont conformes à l'article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC.

19. *Les autres auteurs d'une demande d'approbation de la commercialisation de leur propre version de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture préalablement approuvés sont-ils autorisés à s'appuyer sur les données communiquées par l'auteur de la demande déjà approuvée? Dans l'affirmative, quelle est la durée de la période d'exclusivité dont jouit l'auteur de la demande initiale, c'est-à-dire avant que d'autres puissent se servir de ces données?*

Il n'y a pas d'autres auteurs de demande d'approbation de la commercialisation de leur propre version de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture.

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

20. *Veuillez décrire en détail la façon dont les lois du Ghana permettent une action efficace contre tout acte portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle, ainsi que l'exige l'article 41:1 de l'Accord sur les ADPIC.*

Le système juridique du Ghana est le droit commun et les questions concernant les mesures correctives en matière d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle sont traitées aux termes du code de procédure civile. Les mesures correctives que les autorités judiciaires sont habilitées à ordonner sont:

- a) les injonctions;
- b) les dommages-intérêts;
- c) la destruction ou l'élimination de toute autre manière des marchandises de contrefaçon et des matériaux/instruments ayant servi à leur production;
- d) toute autre mesure corrective.

Injonctions

Dans le cadre de la compétence générale des juges, et aux termes des diverses lois sur la propriété intellectuelle, les juges sont habilités à accorder des mesures correctives en cas d'atteinte à un droit sous forme d'injonction interlocutoire ou perpétuelle. Les juges peuvent accorder une injonction interlocutoire s'ils ont les preuves suffisantes qu'il existe un problème grave qui doit être jugé et que le préjudice encouru par le requérant, si l'injonction n'est pas accordée, ne sera pas dédommagé par un ordre lui accordant des dommages-intérêts, sous réserve que le requérant s'engage à dédommager le défendeur s'il s'avère qu'il n'y avait pas matière à injonction.

Dommages-intérêts

Dans le cadre de la compétence générale des juges et aux termes des dispositions des diverses lois sur la propriété intellectuelle, les juges sont habilités à accorder des dommages-intérêts ou, si le requérant le souhaite, un compte de recouvrement des bénéfices, en cas d'atteinte à son droit. Les dommages-intérêts comportent habituellement le recouvrement des pertes commerciales liées à l'atteinte et il est tenu compte de la gravité de l'atteinte au droit pour décider s'il y a lieu d'octroyer des dommages-intérêts additionnels. L'octroi de dommages-intérêts s'accompagne normalement de l'ordre de payer les frais de justice encourus par la partie gagnante. L'ordre de payer les frais de justice a pour but de permettre à la partie gagnante de récupérer une somme correspondant aux montants raisonnablement dépensés dans le cadre du litige.

Destruction ou élimination des marchandises de contrefaçon et des matériaux/instruments ayant servi à les produire

Les juges sont habilités à ordonner aux défendeurs de remettre les marchandises et les copies de contrefaçon ainsi que les matériaux et instruments ayant servi à les produire.

Autres mesures correctives

Comme alternative à l'octroi de dommages-intérêts, le détenteur du droit peut demander un compte de recouvrement des bénéfices à la place des dommages-intérêts. Dans ce cas, le juge doit

évaluer les bénéfices que le contrevenant a tiré de son acte d'atteinte au droit et en faire reverser le montant au détenteur du droit.

21. *L'article 43:1 de l'Accord sur les ADPIC exige que les juges soient habilités à ordonner la production des éléments de preuve nécessaires pour étayer les allégations d'une partie dans les cas où cette partie n'a pu obtenir ces éléments de preuve en raison du fait qu'ils se trouvent sous le contrôle de la partie adverse. Veuillez décrire de quelle manière les lois ou règlements du Ghana habilitent ainsi les autorités judiciaires et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.*

Les juges sont habilités à ordonner la production de documents en vertu des règles de pratique des tribunaux. Une partie à un litige est tenue, soit automatiquement, soit sur ordre du tribunal, de produire tout document qu'elle peut avoir en garde, en sa possession ou sous son contrôle, ayant un rapport avec les questions concernées par les procédures entamées auprès du tribunal.

22. *Veuillez décrire en détail toutes les mesures correctives civiles auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois du Ghana et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.*

La législation relative à la propriété intellectuelle et le code civil du Ghana offrent aux détenteurs de droit l'accès aux mesures correctives suivantes:

- a) des dommages-intérêts y compris le recouvrement des bénéfices et le recouvrement des frais de justice, y compris les frais d'avocat;
- b) des injonctions;
- c) la destruction ou l'élimination de toute autre manière des marchandises de contrefaçon et des matériaux ou instruments ayant servi à leur production;
- d) toute autre mesure corrective.

Dommages-intérêts

Les dommages-intérêts exigés des personnes qui portent atteinte à un droit de propriété intellectuelle relèvent de la compétence générale des juges et sont également prévus aux termes des lois relatives à la propriété intellectuelle. Le détenteur du droit peut également demander un compte de recouvrement des bénéfices.

La Loi de 1992 sur les brevets, aux termes de l'article 59 prévoit expressément l'octroi d'injonctions, de dommages-intérêts ou de toute autre mesure corrective prévue par la Loi.

Les projets de Loi sur les indications géographiques, les schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés, les marques de fabrique ou de commerce et les dessins et modèles industriels prévoient expressément l'octroi de dommages-intérêts en cas d'atteinte aux droits qui leur sont attachés.

Les dommages-intérêts comportent généralement le recouvrement des pertes commerciales liées à l'atteinte au droit et il est tenu compte de la gravité de l'atteinte au droit dans la décision du montant des dommages-intérêts. L'octroi de dommages-intérêts s'accompagne habituellement de l'ordre de payer les frais de justice encourus par la partie gagnante.

Injonctions

La Haute Cour est habilitée à émettre des ordres d'injonction, et plusieurs lois sur la propriété intellectuelle prévoient aussi expressément l'octroi d'injonctions. L'injonction est accordée lorsque le juge a les preuves suffisantes de l'existence d'un grave problème constituant matière à procès et que le bilan de convenance justifie de prendre une mesure corrective appropriée.

Destruction ou élimination de toute autre manière des marchandises de contrefaçon et des matériaux ou instruments ayant servi à leur production

Les juges sont habilités à ordonner aux défendeurs de remettre les marchandises et les copies de contrefaçon ainsi que les matériaux ou instruments ayant servi à leur production.

Autres mesures correctives

Comme alternative à l'octroi de dommages-intérêts, le détenteur du droit peut demander un compte de recouvrement des bénéfices à la place des dommages-intérêts. Dans ce cas, le juge doit évaluer les bénéfices que le contrevenant a retiré de l'atteinte au droit et exiger que celui-ci les reverse au détenteur du droit.

23. *Veillez décrire en détail les procédures et mesures provisoires auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois du Ghana, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et indiquer toute condition à laquelle les détenteurs de droits doivent satisfaire pour avoir accès à ces procédures et mesures.*

- i) Le tribunal peut émettre une ordonnance du type Anton Pillar une fois que la procédure est lancée. Aux termes de cette ordonnance, il est exigé que le défendeur admette dans ses locaux une personne désignée pour rechercher et mettre en lieu sûr tout document et toutes choses spécifiés dans l'ordonnance pour sauvegarder les éléments de preuve pour le procès.
- ii) Le tribunal est également habilité à se prononcer sur les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle et à prendre des mesures provisoires avant les conclusions du procès, y compris au moyen d'injonctions interlocutoires.
- iii) Le tribunal peut également accorder des dommages-intérêts intérimaires. Dans ce cas, le détenteur du droit doit démontrer que la conclusion du procès lui accordera vraisemblablement des dommages-intérêts substantiels et qu'en attendant l'évaluation des problèmes faisant l'objet du procès il y a lieu d'effectuer un versement intérimaire.

J. PRESCRIPTIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES MESURES À LA FRONTIÈRE

24. *Veillez décrire en détail, au moins pour les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, les procédures applicables aux mesures à la frontière aux termes des lois du Ghana, indiquer les autorités compétentes et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.*

L'article premier de la Loi de 1964 sur les marques de produits établit que toute personne qui applique fallacieusement à des produits toute marque de fabrique ou de commerce ou toute marque ressemblant si fortement à une marque de fabrique ou de commerce qu'elle est susceptible d'induire en erreur, commet une infraction. La personne est accusée de délit et lorsqu'elle est condamnée, tous les produits et instruments de toute sorte ayant servi à commettre le délit ou ayant un rapport avec celui-ci doivent, à la discrétion du juge, être confisqués au profit de la République.

L'article 12 de la Loi sur les marques de produits habilite le contrôleur des douane, sur requête au motif que l'utilisation d'une marque de fabrique ou de commerce est frauduleuse, à ordonner que l'importateur ou son agent produise tous documents en sa possession ayant trait aux marchandises et fournisse également tous renseignements quant au nom et à l'adresse de la personne qui les a expédiées à destination du Ghana; et le nom et l'adresse de leur destinataire au Ghana. Le contrôleur peut communiquer à toute personne dont la marque de fabrique ou de commerce est contrefaite, tout renseignement obtenu de l'importateur des marchandises ou de son agent.

25. *Veillez indiquer si les titulaires d'autres formes de propriété intellectuelle peuvent faire appliquer des mesures coercitives à la frontière. Dans l'affirmative, veuillez décrire les procédures et les mesures auxquelles ils ont accès relativement à chaque forme de propriété intellectuelle et citer les dispositions législatives pertinentes.*

Aux termes de l'article 12 de la Loi sur les marques de produits, le contrôleur des douanes est autorisé à saisir les marchandises importées dans le pays s'il a les preuves suffisantes que l'utilisation de la marque de fabrique ou de commerce est frauduleuse. Le contrôleur peut demander à l'importateur des marchandises ou à un agent de l'importateur, de produire tout document ayant trait aux marchandises et de fournir les renseignements concernant le nom et l'adresse de la personne qui les a expédiées à destination du Ghana, ainsi que le nom et l'adresse de leur destinataire au Ghana. Tout manquement à satisfaire à cette demande est une infraction et est passible d'une amende.

26. *L'article 58 de l'Accord sur les ADPIC précise les règles applicables dans les cas où les autorités compétentes peuvent agir d'office. Veillez indiquer si les autorités compétentes du Ghana sont habilitées à agir d'office et, dans l'affirmative, indiquer les domaines des droits de propriété intellectuelle à l'égard desquels des actions peuvent être menées d'office.*

Il n'existe pas de dispositions prévoyant que les autorités compétentes peuvent agir d'office.

K. PROCÉDURES PÉNALES

27. *Veillez décrire en détail de quelle manière les lois du Ghana mettent en œuvre l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC, lequel exige que les Membres prévoient des procédures pénales et des peines, y compris l'emprisonnement et/ou des amendes suffisantes pour être dissuasives, au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Veillez citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.*

Le projet de Loi sur les marques de fabrique ou de commerce prévoit des sanctions pénales pour l'atteinte délibérée au droit d'une marque de fabrique ou de commerce. Aux termes du projet de loi, quiconque porte délibérément atteinte au droit d'une marque de fabrique ou de commerce est coupable d'un délit passible d'une amende ou d'un emprisonnement d'une durée de deux ans.

28. *L'article 61 exige également que, dans les cas appropriés, les sanctions incluent la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises contrefaites et de tous matériaux et instruments ayant principalement servi à commettre le délit. Veillez décrire les dispositions législatives du Ghana prévoyant de telles sanctions et les circonstances dans lesquelles elles sont imposées et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.*

Les juges sont habilités à ordonner aux défenseurs de remettre les marchandises et les copies de contrefaçon ainsi que les matériaux et instruments ayant servi à les produire.

Il existe également une disposition aux termes de l'article 1 3) de la Loi de 1964 sur les marques de produits qui prescrit la confiscation de toutes marchandises et instruments de toutes sortes ayant servi à porter atteinte au droit d'une marque de fabrique ou de commerce.

29. *L'article 61 indique également que les Membres peuvent prévoir des procédures pénales et des peines applicables aux actes commis délibérément qui portent atteinte à d'autres formes de propriété intellectuelle. Veuillez décrire toute disposition législative du Ghana prévoyant de telles procédures et sanctions et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.*

L'article 72 de la Loi de 1992 sur les brevets prévoit une amende ou un emprisonnement pour une durée maximale de deux ans ou une combinaison des deux, pour atteinte délibérée au droit. La Loi de 1962 sur les marques de produits comporte également des dispositions qui considèrent comme un délit le fait d'appliquer à des marchandises toute marque de fabrique ou de commerce fallacieuse. Aux termes du projet de Loi sur les marques de fabrique ou de commerce l'atteinte délibérée au droit d'une marque de fabrique ou de commerce est passible d'emprisonnement pour une durée de deux ans.

L. QUESTIONS STATISTIQUES

30. *Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des mesures civiles prises en 2000 en vue de faire respecter les droits d'auteur, les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques, les dessins et modèles industriels, les brevets, les schémas de configuration de circuits intégrés et les secrets commerciaux, et indiquer notamment le nombre de procédures engagées et d'injonctions accordées, la quantité de produits et d'équipements contrefaits saisis, le nombre d'affaires résolues (y compris par voie de règlement), ainsi que le montant des dommages-intérêts accordé.*

La Loi actuelle sur le droit d'auteur prévoit des mesures correctives civiles et pénales et le règlement par voie d'arbitrage en cas d'atteinte au droit d'auteur. Les parties concernées ainsi que l'Office du droit d'auteur et les organismes chargés de faire respecter la Loi veillent à l'application de la Loi. Toutefois, les données statistiques dans ce domaine n'ont pas encore été rassemblées.

31. *Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des sanctions pénales imposées en 2000 pour les actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur et les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce, et indiquer notamment le nombre de descentes de police, de poursuites judiciaires et de condamnations, le montant des amendes ou les peines d'emprisonnement (en précisant si les amendes ont été payées et si les peines d'emprisonnement ont effectivement été purgées ou si la sentence a été suspendue), ainsi que tout autre renseignement prouvant l'efficacité du système pénal comme force de dissuasion pour ce qui est des actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur ou de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce.*

Les descentes de police sont effectuées sur information communiquée par l'Équipe de surveillance des droits d'auteur et en collaboration avec la police. Toutefois, l'Office du droit d'auteur a mis en place un mécanisme d'authentification/de lutte contre le piratage au moyen d'étiquettes adhésives qui sont utilisées pour authentifier les œuvres musicales authentiques par rapport aux œuvres piratées. L'Unité de surveillance de l'Office du droit d'auteur contrôle régulièrement l'application des dispositifs d'authentification des œuvres musicales. Des descentes périodiques sont également organisées pour les œuvres littéraires et audiovisuelles par les commissions nationales de lutte contre le piratage. Les personnes reconnues coupables d'atteinte au droit sont souvent condamnées à une sanction fiscale. Toutefois, un tribunal a récemment condamné un contrevenant au droit d'auteur à six mois d'emprisonnement. Nous ne disposons pas dans l'immédiat de données statistiques authentiques.
